



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 04 du 15 février 2008*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 18 février 2008

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	59
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>59</b>
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>59</b>
Bureau de la citoyenneté .....	59
Elections municipales des 9 et 16 mars 2008 - Arrêté du 12 février 2008 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression et d'affichage des documents de propagande électorale pour les élections municipales.....	59
Elections cantonales des 9 et 16 mars 2008 - Arrêté du 12 février 2008 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression et d'affichage des documents de propagande électorale pour les élections cantonales.....	59
Bureau des réglementations .....	60
Extrait de l'arrêté du 31 janvier 2008 portant autorisation préfectorale n° 193 à madame Rajae CHAHM d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Fléville-devant-Nancy (54710), 11 rue des Bouvreuils, sous la dénomination « ALIAS SECURITE FRANCE » .....	60
Bureau des étrangers .....	60
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 relatif à la composition de la commission du titre de séjour .....	60
Arrêté habilitant Monsieur Pierre FRIDERICH, Officier de réserve de la police nationale, à représenter le préfet de Meurthe-et-Moselle dans les actes et pour les audiences prévues aux articles L 552-1, L 552-9, et R 552-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France et du droit d'asile .....	60
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>60</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	60
Extrait de l'arrêté du 23 janvier 2008 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatrize et Labry .....	60
Extrait de l'arrêté du 24 janvier 2008 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois .....	60
Extrait de l'arrêté du 24 janvier 2008 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Domprix.....	61
Arrêté interpréfectoral n° 178-2008 des 22 et 24 janvier 2008 relatif à la création d'une zone de développement de l'éolien.....	61
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique .....	61
Extrait de décision de la commission nationale d'équipement commercial du 18 décembre 2007 concernant l'extension de 1 000 m² de vente d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne Center Marques à Houdemont.....	61
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 30 janvier 2008 concernant l'extension de 477 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ALDI à Pont-à-Mousson .....	61
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 30 janvier 2008 concernant la création d'un centre commercial de 3500 m² de vente à Villerupt, comprenant un hypermarché à l'enseigne E.LECLERC de 3000 m² de vente et une galerie marchande de 500 m² de vente .....	61
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>62</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	62
Extrait de l'arrêté du 31 janvier 2008 autorisant la création du groupement syndical forestier du Val de Mad entre les communes d'Arnaville, Bayonville-sur-Mad, Onville, Vandelainville et Villecey-sur-Mad .....	62
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	62
Arrêté du 4 février 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Jarville-la-Malgrange.....	62
Arrêté du 4 février 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Baccarat .....	62
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>62</b>
Extrait de l'arrêté du 29 janvier 2008 relatif à la modification des statuts et à la définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes des côtes en Haye .....	62
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>62</b>
<b>AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....</b>	<b>62</b>
Extrait de la délibération n°165/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	62
Extrait de la délibération n°196/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	62
Extrait de la délibération n°201/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention .....	62
constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	63
Extrait de la délibération n°1/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	63
Extrait de la délibération n°2/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	63
Extrait de la délibération n°3/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	63
Extrait de la délibération n°4/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	63
Extrait de la délibération n°5/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	63
Offre de soins hospitalière .....	63
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/131 du 7 août 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière de Baccarat au 1 <sup>er</sup> août 2007 N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	63
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/132 du 7 août 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy au 1 <sup>er</sup> août 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	63
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/134 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	63
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/135 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	64
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/136 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	64
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/137 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	64
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/138 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	64
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/139 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT à Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	64

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/140 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	64
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/141 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096.....	65
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/142 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Jœuf - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	65
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/143 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	65
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/144 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Régional de Lutte contre le Cancer A. VAUTRIN à Vandoeuvre - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	65
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/145 du 22 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	65
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/146 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	65
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/149 du 10 septembre 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons au 1 <sup>er</sup> septembre 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858.....	66
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/150 du 12 septembre 2007 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	66
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/152 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	66
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/153 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	66
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/154 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	66
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/155 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	66
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/156 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	67
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/157 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT à Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	67
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/158 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	67
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/159 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096.....	67
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/160 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Jœuf - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	67
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/161 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	67
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/162 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Régional de Lutte contre le Cancer A. VAUTRIN à Vandoeuvre - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	68
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/163 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	68
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/164 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	68
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/178 du 15 novembre 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1 <sup>er</sup> novembre 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	68
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/241 du 31 août 2007 relatif à l'autorisation d'assurer l'activité de stérilisation de dispositifs médicaux pour le compte du syndicat interhospitalier nancéen de la chirurgie de l'appareil locomoteur.....	68
Service actions et établissements de santé.....	68
Extrait de l'arrêté n° 9 du 6 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.....	68
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>69</b>
Service actions et établissements de santé.....	69
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 acceptant une demande de transfert d'officine de pharmacie à Toul - Licence n° 522.....	69
Extrait de l'arrêté n° 71 du 28 janvier 2008 fixant la répartition des sièges au Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Ordre des Infirmiers.....	69
Extrait de l'arrêté du 4 février 2008 modifiant l'agrément n° 137 portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise « ALPHA 54 » Lotissement Valparc, avenue Raymond Pinchard - 54000 NANCY.....	69
Service solidarité autonomie.....	69
Extrait de l'arrêté n° 5567 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Etablissement dénommé «Centre de Rééducation de l'Ouïe et de la Parole - Institut des Jeunes Sourds » 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange - numéro FINESS : 540 000 692.....	69
Extrait de l'arrêté n° 5568 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Etablissement dénommé «Service de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire (SSEFIS)» 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange - numéro FINESS : 540 000 692.....	70
Extrait de l'arrêté n° 5569 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange – 02 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE LA MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange - numéro FINESS : 540 000 692.....	70
Extrait de l'arrêté n° 5570 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation « Saint-Camille » 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE - numéro FINESS : 540 013 414.....	71
Extrait de l'arrêté n° 5571 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE - numéro FINESS : 540 013 422.....	71
Extrait de l'arrêté n° 5572 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile Professionnel.....	71
(SESSAD-PRO) de Saint-Camille 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE - numéro FINESS : 540 001 6748.....	72
Extrait de l'arrêté n° 5573 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007, les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) 51, rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine - numéro FINESS : 54 001 6789.....	72
Extrait de l'arrêté n° 5574 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif «Les Terrasses de Méhon» - 12 rue Gambetta – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 001386 9.....	72

Extrait de l'arrêté n° 5575 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la	72
tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000020 5	73
Extrait de l'arrêté n° 5576 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000020 5	73
Extrait de l'arrêté n° 5577 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 002 007 0	73
Extrait de l'arrêté n° 5578 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 0 00057 7	74
Extrait de l'arrêté n° 5579 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 0 00057 7	74
Extrait de l'arrêté n° 5580 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 540 020 096	75
Extrait de l'arrêté n° 5581 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Georges Finance » 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54202 TOUL Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 213	75
Extrait de l'arrêté n° 5582 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Raymond Carel » 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PONT géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 0239/54 000 0254	76
Extrait de l'arrêté n° 5583 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Claude Monet » 121, rue de l'Abbé de l'Epée – 54700 PONT-A-MOUSSON géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 247	76
Extrait de l'arrêté n° 5584 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « les Orchidées » 10 rue Albert 1 <sup>er</sup> – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 817	77
Extrait de l'arrêté n° 5585 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Les Trois Tilleuls » 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 833	77
Extrait de l'arrêté n° 5586 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile 6 allée de Longchamp – Parc d'activités de l'hippodrome – 54600 VILLERS-LES-NANCY géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 4447	78
Extrait de l'arrêté n° 5587 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre Médico-Psycho-Pédagogique 73 rue Isabey – 54052 NANCY Cedex géré par la PEP 54 - numéro FINESS : 540 000 320	78
Extrait de l'arrêté n° 5588 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre Médico-Psycho-Pédagogique 17 bis rue de Boismont – 54400 LONGWY géré par la PEP 54 - numéro FINESS : 54 000 268 0	79
Extrait de l'arrêté n° 5589 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service de Soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés 8 rue des Myosotis – BP 35 – 54501 VANDOEUVRE-LES-NANCY géré par l'Association « Accueil et guider l'intégration » - numéro FINESS : 54 001 988 2	79
Extrait de l'arrêté n° 5590 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée 1161 avenue Pinchard – 54100 NANCY gérée par l'ALAGH - numéro FINESS : 54 000 538	79
Extrait de l'arrêté n° 5591 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Foyer d'Accueil Médicalisé 1161 avenue Pinchard – 54100 NANCY géré par l'ALAGH - numéro FINESS : 540 012 606	80
Extrait de l'arrêté n° 5592 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée ZAC de Brabois – Rue de Ludres – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 5436	80
Extrait de l'arrêté n° 5593 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Accompagnement et de Suivi des Soins de Rosières et de Lunéville 4 rue Léon Parisot – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental - numéro FINESS : 54 000 405 8	80
Extrait de l'arrêté n° 5594 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007, les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée 4 rue Alfred Labbé – 54350 MONT-SAINT-MARTIN gérée par l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - numéro FINESS : 54 000 086 6	81
Extrait de l'arrêté n° 5595 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Foyer d'Accueil Médicalisé MICHELET 10 rue Dominique LOUIS – 54000 NANCY géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 003 738	81
Extrait de l'arrêté n° 5596 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Structure	81
Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes MICHELET 10 rue Dominique LOUIS – 54000 NANCY géré par l'Association AEIM - numéro FINESS : 540 003 688	82
Extrait de l'arrêté n° 5597 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés 38 rue de Dieuze – 54000 NANCY géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 540 007 689	82
Extrait de l'arrêté n° 5598 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service de Soins Infirmiers à Domicile de Briey/Homécourt 100 rue de Franchepré – 54240 JOEUF géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - numéro FINESS : 540 015 229	82
Extrait de l'arrêté n° 5599 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou de Spécialistes (SISMES) «La Maison du Pré St Charles» 21 rue de la Meuse – 54860 HAUCOURT-MOULAIN gérée par l'AEIM - numéro FINESS : 54 001 438 8	83
Extrait de l'arrêté n° 5600 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif 13 rue de la République – 54320 MAXEVILLE géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 354 7	83
Extrait de l'arrêté n° 5601 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Etablissement pour Enfants Polyhandicapés 13 rue de la République – 54 320 MAXEVILLE géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 360 4	83
Extrait de l'arrêté n° 5602 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée 8 rue de la Seille – 54320 MAXEVILLE gérée par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 336 4	84
Extrait de l'arrêté n° 5603 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat Le Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Rue de Mirecourt – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000 059 3	84

Extrait de l'arrêté n° 5604 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile « l'Escale » 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE - numéro FINESS : 540 013 455 .....	85
Extrait de l'arrêté n° 5605 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> juin 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation « l'Escale » 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE - numéro FINESS : 540 002 052 .....	85
Extrait de l'arrêté n° 5606 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Education pour Déficients Visuels - Sections SANTIFONTAINE 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institut des Jeunes Aveugles - numéro FINESS : 54 000 684 .....	85
Extrait de l'arrêté n° 5607 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif Saint-Camille 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institut SAINT-CAMILLE - numéro FINESS : 540 000 718 .....	86
Extrait de l'arrêté n° 5612 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Education pour Déficients Visuels- Services SANTIFONTAINE 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institut des Jeunes Aveugles - numéro FINESS : 54 009 933 .....	87
Extrait de l'arrêté n° 5615 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre de préorientation 51 avenue de la Libération – 54840 GONDREVILLE géré par l'UGECAM - numéro FINESS : 540 012 465 .....	87
Extrait de l'arrêté n° 5616 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée du CPN de LAXOU – 54521 LAXOU CEDEX gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU - numéro FINESS : 540 018 736 .....	87
Extrait de l'arrêté n° 5617 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » Chemin du Harquet – BP 126 – 54305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 221 .....	88
Extrait de l'arrêté n° 5627 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1 <sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation « l'Escale » 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE - numéro FINESS : 540 002 052 .....	88
Extrait de l'arrêté n° 5643 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5578 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 0 00057 7 .....	89
Extrait de l'arrêté n° 5644 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5575 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000020 5 .....	89
Extrait de l'arrêté n° 5645 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4599 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Education Motrice 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 001 877 7 .....	89
Extrait de l'arrêté n° 5646 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5581 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Georges Finance » 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54202 TOUL Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 213 .....	90
Extrait de l'arrêté n° 5647 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5617 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » Chemin du Harquet – BP 126 – 54305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 221 .....	90
Extrait de l'arrêté n° 5648 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5582 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Raymond Carel » 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 0239/54 000 0254 .....	90
Extrait de l'arrêté n° 5649 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5583 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Claude Monet » 121, rue de l'Abbé de l'Epée – 54700 PONT-A-MOUSSON géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000247 .....	90
Extrait de l'arrêté n° 5650 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5584 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « les Orchidées » 10 rue Albert 1 <sup>er</sup> – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 817 .....	91
Extrait de l'arrêté n° 5651 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5585 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Les Trois Tilleuls » 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 833 .....	91
Extrait de l'arrêté n° 5652 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5600 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif 13 rue de la République – 54320 MAXEVILLE géré par l'Association de l'Institut Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 354 7 .....	91
Extrait de l'arrêté n° 5653 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5601 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Etablissement pour Enfants Polyhandicapés 13 rue de la République – 54320 MAXEVILLE géré par l'Association de l'Institut Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 360 4 .....	92
Extrait de l'arrêté n° 5654 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5607 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif Saint-Camille 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institut SAINT-CAMILLE - numéro FINESS : 540 000 718 .....	92
Extrait de l'arrêté n° 5671 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5603 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat Le Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Rue de Mirecourt – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000 059 3 .....	92
Extrait de l'arrêté 2007 DDASS/SSA/N° 5641 / DISAS/POLE PA/PH N° du 29 janvier 2008 fixant la liste des personnes qualifiées au sens de l'article L.311-5 du code de l'action sociale et des familles .....	92
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 101 du 5 février 2008 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre de Moyen Séjour de Faulx .....	93
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>93</b>
Service économie agricole et aménagement foncier .....	93
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ogneville - Laloeuf - Thorey-Lyautey - Hammeville - Goviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2348 .....	93
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf - Goviller - Ogneville - Thorey-Lyautey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2376 .....	94
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hammeville - Ogneville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2397 .....	94
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf - Thorey-Lyautey - Ogneville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2436 .....	94
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thorey-Lyautey - Laloeuf - Demande d'autorisation d'exploiter n°2401 .....	94
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aboncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2410 .....	94
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2307 .....	95
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n°1897 .....	95
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Pole - Demande d'autorisation d'exploiter n°2439 .....	95
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Boingt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2042 .....	95
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fresnois-la-Montagne - Demande d'autorisation d'exploiter n°2426 .....	95
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allamont - Puxe - Demande d'autorisation d'exploiter n°2432 .....	95
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2412 .....	95

Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf - Demande d'autorisation d'exploiter n°2440 .....	96
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villacourt - Saint-Germain - Loromontzey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2434.....	96
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domjevin - Fréménil - Demande d'autorisation d'exploiter n°2437 ..	96
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fenneville - Merviller - Pexonne - Badonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2448.....	96
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Remoncourt - Moussey - Xousse - Demande d'autorisation d'exploiter n°2422.....	96
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Remoncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2458.....	96
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chaudeney-sur-Moselle - Dommartin-lès-Toul - Villey-le-Sec - Demande d'autorisation d'exploiter n°2447 .....	97
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landres - Preutin-Higny - Mont-Bonvillers - Murville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2441.....	97
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Amance - Bouxières-aux-Chênes - Demande d'autorisation d'exploiter n°2197.....	97
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Amance - Laître-sous-Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2424.....	97
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Agincourt - Amance - Bouxières-aux-Chênes - Buissoncourt - Laître-sous-Amance - Dommartin-sous-Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2428 .....	97
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Charey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2443 .....	97
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul - Brûley - Ecrouves - Demande d'autorisation d'exploiter n°2342 .....	98
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine-sous-Amance - Seichamps - Laneuvelotte - Laître-sous-Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2430 .....	98
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Atton - Demande d'autorisation d'exploiter n°2442.....	98
Extrait de la décision du 28 janvier 2008 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Erbéville-sur-Amezule - Sorneville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2388.....	98
Service environnement - eau .....	98
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2007 autorisant au titre de la loi sur l'eau la création d'un golf public de 18 trous et d'un centre d'initiation golfique avec practice et parcours compact de 9 trous sur les communes de Herseange, Longwy et Mexy .....	98
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES .....</b>	<b>101</b>
Service santé et protection animales .....	101
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/08/SA/006 du 8 janvier 2008 attribuant un mandat sanitaire à Monsieur ROCHE Laurent, docteur vétérinaire à Villers-lès-Nancy.....	101
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.009 du 31 janvier 2008 - Organisation de la campagne de prophylaxie 2007-2008 .....	101
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.017 du 11 février 2008 portant approbation du plan d'intervention contre les épizooties majeures .....	101
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/08/SA/019 du 1 <sup>er</sup> février 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire à Mademoiselle ISLER Claire, docteur vétérinaire à Folschviller .....	102
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/08/SA/020 du 1 <sup>er</sup> février 2008 attribuant un mandat sanitaire à Monsieur MARCHAL Thomas, docteur vétérinaire à Pont-à-Mousson.....	102
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/08/SA/024 du 7 février 2008 attribuant un mandat sanitaire à Monsieur MAESELE Jean Pierre, docteur vétérinaire à Vigy .....	102
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>102</b>
ANAH .....	102
Décision n° 2008.01 de délégations de signatures du 29 janvier 2008 .....	102
Décision n° 54-06 d'intérim du délégué local adjoint du 9 janvier 2008 .....	102
Service aménagement, risques et urbanisme .....	102
Arrêté de cessibilité n° 01 DE 08 SARU/AJ du 12 février 2008 - Commune de JAILLON - Elargissement et aménagement de la route départementale n° 102 entre le carrefour du chemin dit « de la Croix » et la Grande Rue .....	102
<b>DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....</b>	<b>103</b>
Extrait de l'arrêté du 7 février 2008 concernant l'agrément des associations sportives de Meurthe-et-Moselle .....	103
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>103</b>
Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame BOUGAREL Muriel, agent d'administration.....	103
Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame BOLONI Nelly, agent d'administration .....	104
Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame BEUCART Evelyne, contrôleur .....	104
Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle KLEJNOWSKI Nadine, agent d'administration.....	104
Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame RITZ Laurence, contrôleur.....	104
Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame LEONETTI Brigitte, contrôleur principal.....	105
Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame MAGNOLINI Chantal, agent d'administration .....	105
Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame PILLOT Valérie, contrôleur .....	105
Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame BRESSON Marie Thérèse, agent d'administration.....	105
Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame FRANÇOIS Nathalie, agent d'administration .....	106
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>106</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....</b>	<b>106</b>
Décision N° DIR/06/2008 portant délégation de signature du 31 janvier 2008.....	106
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>106</b>
<b>CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE .....</b>	<b>106</b>
Extrait de la décision du 25 janvier 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la consultation via Internet des droits des assurés du régime agricole à titre expérimental par les établissements hospitaliers .....	106
<b>CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU .....</b>	<b>107</b>
Avis de concours sur titres du 6 février 2008 en vue de pourvoir un poste de préparateur en pharmacie hospitalière .....	107

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction de la réglementation et des libertés publiques  
Bureau de la citoyenneté****Elections municipales des 9 et 16 mars 2008 - Arrêté du 12 février 2008  
fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression et  
d'affichage des documents de propagande électorale pour les élections  
municipales**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code électoral et notamment ses articles L 216 et R 26 à R 39 ;  
Vu le décret n° 2007-1468 du 15 octobre 2007 fixant la date de renouvellement  
des conseils municipaux et portant convocation des électeurs ;  
Vu l'arrêté ministériel du 24 janvier 2007 pris en application de l'article R 39 du  
code électoral ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 portant constitution de la commission  
prévus à l'article R 39 du code électoral ;  
Vu l'avis émis le 30 janvier 2008 par la commission départementale prévue à  
l'article R 39 du code électoral ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Les tarifs maxima de remboursement des frais exposés par les listes  
de candidats aux élections municipales des 9 mars 2008 et, éventuellement, 16  
mars 2008 dans les communes de plus de 3 500 habitants, pour l'impression  
des affiches, circulaires et bulletins de vote, ainsi que pour l'apposition des  
affiches, sont fixés, pour le département de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'il suit :

**A - AFFICHES**

Impression sur papier couleur - tarifs hors taxe

Format 841 mm x 594 mm	
. 25 exemplaires	360,00 €
. l'exemplaire en plus	0,58 €
Format 297 mm x 420 mm	
. 25 exemplaires	105,25 €
. l'exemplaire en plus	0,20 €

**B - CIRCULAIRES**

Impression sur papier blanc, 60 à 80 g/m<sup>2</sup> - tarifs hors taxe

Format 210 mm x 297 mm	Recto	Recto Verso
. 1 000 exemplaires	191,00 €	310,00 €
. 1 000 suivants	25,50 €	31,00 €
. 10 000 exemplaires	390,00 €	462,35 €
. 1 000 suivants	23,45 €	26,00 €

**C - BULLETINS DE VOTE**

Impression en une seule couleur sur papier blanc, 60 à 80 g/m<sup>2</sup> - tarifs hors  
taxe

Format 148 mm x 210 mm	
. 1 000 exemplaires	125,00 €
. 1 000 suivants	19,00 €
. 10 000 exemplaires	273,00 €
. 1 000 suivants	16,40 €
. 30 000 exemplaires	530,00 €
. 1 000 suivants	12,45 €
Format 210 mm x 297 mm	
. 10 000 exemplaires	370,00 €
. 1 000 suivants	22,00 €
. 100 000 exemplaires	2 200,00 €
. 1 000 suivants	17,20 €

Conformément à l'article R 39 du code électoral et à l'arrêté ministériel du 24  
janvier 2007 susvisés, la prise en charge par l'Etat du coût du papier et de  
l'impression prévue à l'article L 167 du code électoral, est effectuée pour les  
bulletins de vote et les circulaires produits à partir de papier de qualité  
écologique répondant au moins à l'un des critères suivants :

- papier contenant au moins 50 % de fibres recyclées au sens de la norme ISO  
14021 ou équivalent ;
- papier bénéficiant d'une certification internationale de gestion durable des  
forêts délivrées par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

Les tarifs s'entendent marchandises livrées, franco de port, sur les sites de  
mise sous plis désignés par les commissions de propagande.

Si des affiches ou des circulaires ne comportent aucune photographie ou  
aucun texte de nature à caractériser les listes de candidats, seuls les frais de  
fabrication proportionnels aux quantités produites seront remboursés, à  
l'exception des frais de composition.

Dans le cas où les imprimés nécessaires au second tour devraient être  
exécutés en heures supplémentaires ou de nuit, les tarifs ci-dessus pourront  
être majorés dans la limite de 10 %, sur justifications fournies à l'appui de la  
demande de règlement.

Les tarifs de remboursement applicables aux documents imprimés hors du  
département seront ceux les moins élevés qui auront été arrêtés dans les  
départements concernés.

**D - APPPOSITION DES AFFICHES**

(Travaux effectués par une entreprise) - tarifs hors taxe par affiche (entretien  
compris)

. Format 841 mm x 594 mm	2,06 €
. Format 297 mm x 420 mm	0,89 €

**Art. 2** : Le remboursement sera effectué sur présentation de factures établies  
en trois exemplaires au nom des responsables des listes de candidats ayant  
obtenu au moins 5% des suffrages exprimés à l'un des deux tours de scrutin.

Les factures feront apparaître le détail des documents imprimés et indiqueront  
distinctement le prix hors taxe, le montant de la taxe fiscale ainsi que le critère  
du papier écologique utilisé. Elles devront être accompagnées d'un exemplaire  
de chaque document de propagande ouvrant droit à remboursement et, le cas  
échéant, de l'acte de subrogation signé des responsables des listes de  
candidats, autorisant l'Etat à rembourser directement l'imprimeur.

**Art. 3** : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du  
présent arrêté qui sera communiqué aux responsables des listes de candidats,  
publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie  
sera adressée aux présidentes des commissions de propagande électorale.  
Nancy, le 12 février 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Elections cantonales des 9 et 16 mars 2008 - Arrêté du 12 février 2008  
fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression et  
d'affichage des documents de propagande électorale pour les élections  
cantonales**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code électoral et notamment ses articles L 216 et R 26 à R 39 ;  
Vu le décret n° 2007-1469 du 15 octobre 2007 portant convocation des  
collèges électoraux pour procéder au renouvellement de la série sortante des  
conseillers généraux et pour pourvoir aux sièges vacants ;  
Vu l'arrêté ministériel du 24 janvier 2007 pris en application de l'article R 39 du  
code électoral ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 portant constitution de la commission  
prévus à l'article R 39 du code électoral ;  
Vu l'avis émis le 30 janvier 2008 par la commission départementale prévue à  
l'article R 39 du code électoral ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Les tarifs maxima de remboursement des frais exposés par les  
candidats aux élections cantonales des 9 mars 2008 et, éventuellement, 16  
mars 2008 pour l'impression des affiches, circulaires et bulletins de vote ainsi  
que pour l'apposition des affiches, sont fixés, pour le département de Meurthe-  
et-Moselle, ainsi qu'il suit :

**A - AFFICHES**

Impression sur papier couleur - tarifs hors taxe

Format 841 mm x 594mm	
. 25 exemplaires	360,00 €
. l'exemplaire en plus	0,58 €
Format 297 mm x 420 mm	
. 25 exemplaires	105,25 €
. l'exemplaire en plus	0,20 €

**B - CIRCULAIRES**

Impression sur papier blanc, 60 à 80 g/m<sup>2</sup> - tarifs hors taxe

Format 210 mm x 297 mm	Recto	Recto Verso
. 1 000 exemplaires	191,00 €	310,00 €
. 1 000 suivants	25,50 €	31,00 €
. 10 000 exemplaires	390,00 €	462,35 €
. 1 000 suivants	23,45 €	26,00 €

**C - BULLETINS DE VOTE**

Impression en une seule couleur sur papier blanc, 60 à 80 g/m<sup>2</sup> - tarifs hors  
taxe

Format 105 mm x 148 mm	
. 1 000 exemplaires	63,00 €
. 1 000 suivants	14,00 €
. 10 000 exemplaires	230,00 €
. 1 000 suivants	13,00 €
. 30 000 exemplaires	450,00 €
. 1 000 suivants	8,00 €

Conformément à l'article R 39 du code électoral et à l'arrêté ministériel du 24  
janvier 2007 susvisés, la prise en charge par l'Etat du coût du papier et de  
l'impression prévue à l'article L 167 du code électoral, est effectuée pour les  
bulletins de vote et les circulaires produits à partir de papier de qualité  
écologique répondant au moins à l'un des critères suivants :

- papier contenant au moins 50 % de fibres recyclées au sens de la norme ISO  
14021 ou équivalent ;
- papier bénéficiant d'une certification internationale de gestion durable des  
forêts délivrées par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

Les tarifs s'entendent marchandises livrées, franco de port, sur les sites de  
mise sous plis désignés par les commissions de propagande.

Si des affiches ou des circulaires ne comportent aucune photographie ou  
aucun texte de nature à caractériser un candidat, seuls les frais de fabrication  
proportionnels aux quantités produites seront remboursés, à l'exception des  
frais de composition.

Dans le cas où les imprimés nécessaires au second tour devraient être  
exécutés en heures supplémentaires et de nuit, les tarifs ci-dessus pourront  
être majorés dans la limite de 10 %, sur justifications fournies à l'appui de la  
demande de règlement.

Les tarifs de remboursement applicables aux documents imprimés hors du  
département seront ceux les moins élevés qui auront été arrêtés dans les  
départements concernés.

**D - APPPOSITION DES AFFICHES**

(Travaux effectués par une entreprise) - tarifs hors taxe par affiche(entretien  
compris)

. Format 841 mm x 594 mm	2,06 €
. Format 297 mm x 420 mm	0,89 €

**Art. 2 :** Le remboursement sera effectué sur présentation de factures établies en trois exemplaires au nom des candidats ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés à l'un des deux tours de scrutin.

Les factures feront apparaître le détail des documents imprimés et indiqueront distinctement le prix hors taxe, le montant de la taxe fiscale ainsi que le critère du papier écologique utilisé. Elles devront être accompagnées d'un exemplaire de chaque document de propagande ouvrant droit à remboursement et, le cas échéant, de l'acte de subrogation signé des candidats, autorisant l'État à rembourser directement l'imprimeur.

**Art. 3 :** M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué aux candidats, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée aux présidentes des commissions de propagande électorale.

Nancy, le 12 février 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### Bureau des réglementations

**Extrait de l'arrêté du 31 janvier 2008 portant autorisation préfectorale n° 193 à madame Rajae CHAHM d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Fléville-devant-Nancy (54710), 11 rue des Bouvreuils, sous la dénomination « ALIAS SECURITE FRANCE »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance, la sécurité et la protection, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**Art. 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à madame Rajae CHAHM et une copie sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 31 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois de la publication de l'acte.*

#### Bureau des étrangers

**Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 relatif à la composition de la commission du titre de séjour**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** La commission du titre de séjour est composée ainsi qu'il suit :

Elus locaux désignés par la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle :

Titulaire :

- Monsieur Ennio BAZZARA, maire de MONCEL SUR SEILLE

Suppléant :

- Monsieur Pierre MANGEOLLE, maire de VALLOIS

Personnalités qualifiées désignées par le préfet :

- Monsieur Claude GODFRIN, commissaire principal de police en retraite ;

- Monsieur Gérard GARCEZ, directeur de la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle en retraite.

- Monsieur Claude GODFRIN est désigné président de la commission du titre de séjour.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Messieurs BAZZARA, MANGEOLLE, GODFRIN et GARCEZ et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Arrêté habilitant Monsieur Pierre FRIDERICH, Officier de réserve de la police nationale, à représenter le préfet de Meurthe-et-Moselle dans les actes et pour les audiences prévues aux articles L 552-1, L 552-9, et R 552-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France et du droit d'asile**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment ses articles L 552-1, L 552-9, et R 552-9 relatifs à la première saisine du juge des libertés et de la détention, et à la procédure d'appel des ordonnances rendues par celui-ci devant le premier président de la cour d'appel ;

Vu la loi du 18 mars 2003 créant la réserve civile dans la police nationale et le décret n° 2003-1395 du 31 décembre 2003 relatif à la mise en œuvre de la réserve nationale ;

Vu le contrat d'engagement à servir dans la réserve intervenu le 5 décembre 2007 entre le secrétariat général pour l'administration de la police de Metz et Monsieur Pierre FRIDERICH, Officier de réserve ;

#### ARRETE

**Art 1 :** Monsieur Pierre FRIDERICH, Officier de réserve de la police nationale, est habilité à représenter le préfet de Meurthe-et-Moselle dans les actes et pour les audiences prévues aux articles L 552-1, L 552-9, et R 552-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France et du droit d'asile ;

**Art 2 :** Cet arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture . Il sera notifié à l'intéressé, à Madame la Première Présidente de la cour d'appel de Nancy et à Madame la Présidente du tribunal de grande instance de Nancy .

Nancy, le 14 février 2008

Le préfet  
Hugues PARANT

#### Direction du développement durable et des politiques interministérielles

#### Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

**Extrait de l'arrêté du 23 janvier 2008 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatriz et Labry**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatriz et Labry.

Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe de l'arrêté du 31 juillet 2007 prescrivant l'application immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont et Labry.

Le plan des zones concernées sur le territoire de la commune d'Hatriz figure en annexe du présent arrêté.

**Art. 2 :** Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Art. 3 :** L'arrêté préfectoral du 31 juillet 2007 prescrivant l'application immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont et Labry, devenu sans objet, est abrogé.

**Art. 4 :** Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

**Art. 5 :** Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées, Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, les maires des communes comprises dans le PPRM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 24 janvier 2008 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence, au regard de l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est prescrite sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois.

**Art. 2 :** Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Art. 3 :** Le directeur départemental de l'équipement, en liaison avec les services concernés de la Préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, est chargé de l'instruction et de l'élaboration du P.P.R.M., objet du présent arrêté.

**Art. 4 :** La concertation avec les collectivités concernées se fera sous la forme d'une réunion au moins associant les services de l'État et les représentants de la commune.

**Art. 5 :** Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune concernée.

Il sera publié dans le Républicain Lorrain et l'Est Républicain.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD



**Extrait de l'arrêté du 24 janvier 2008 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Domprix**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence, au regard de l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est prescrite sur le territoire de la commune de Domprix.

**Art. 2** : Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Art. 3** : Le directeur départemental de l'équipement, en liaison avec les services concernés de la Préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, est chargé de l'instruction et de l'élaboration du P.P.R.M., objet du présent arrêté.

**Art. 4** : La concertation avec les collectivités concernées se fera sous la forme d'une réunion au moins associant les services de l'État et les représentants de la commune et de l'EPCI du Bassin de Landres.

**Art. 5** : Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune concernée et au président de l'EPCI du Bassin de Landres.

Il sera publié dans le Républicain Lorrain et l'Est Républicain.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 6** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Arrêté interpréfectoral n° 178-2008 des 22 et 24 janvier 2008 relatif à la création d'une zone de développement de l'éolien**

Le préfet des Vosges

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, notamment son article 10-1 ;  
VU la circulaire interministérielle du 19 juin 2006 relative à la création des zones de développement de l'éolien ;

VU la proposition de création de Zone de Développement de l'Eolien déposée par les communes d'Avrainville, Hergugney, Savigny (88) et les communes de Germonville et Grippont (54) le 27 juin 2007, dont le tracé est annexé au présent arrêté ;

VU la recevabilité du dossier déposé par les communes ci-dessus énoncées en date du 13 juillet 2007 ;

VU l'avis défavorable de la Commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites de Meurthe-et-Moselle du 11 octobre 2007 ;

VU l'avis défavorable de la Commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites des Vosges du 22 octobre 2007 ;  
VU l'avis des communes limitrophes :

Communes	Délibérations en date du	Avis
BAINVILLE AUX MIROIRS	27/09/07	Défavorable
LEBEUVILLE	04/10/07	Défavorable
VAUDIGNY	Pas de délibération	Réputé favorable
XIROCOURT	05/10/07	défavorable
BRALLEVILLE	Pas de délibération	Réputé favorable
BATTEY	11/10/07	Favorable
XARONVAL	25/09/07	Favorable sous réserve
GIRCOURT-LES-VIEVILLE	07/09/07	Favorable
BOUXURULLES	10/10/07	Favorable
RUGNEY	Pas de délibération	Réputé favorable
FLOREMONT	05/09/07	Défavorable
SOCOURT	18/09/07	Favorable
CHAMAGNE	Pas de délibération	Réputé favorable

VU l'avis favorable sous réserve du Service départemental de l'architecture et du patrimoine des Vosges en date du 21 septembre 2007 ;

VU l'avis favorable sous réserve du Service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle en date du 9 octobre 2007 ;

VU l'avis défavorable de la Direction régionale de l'environnement de Lorraine en date du 21 septembre 2007 et complété le 22 octobre 2007 ;

VU le rapport de la Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement du 19 décembre 2007 ;

CONSIDERANT que le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté se situe sur un territoire très visité à fortes contraintes patrimoniales et paysagères ; que sa création porterait atteinte au site classé d'Haroué et au site emblématique de la colline de Sion ensemble son panorama ; qu'il en résulterait une altération des perspectives visuelles à la fois depuis ces sites remarquables et dans leur direction ;  
SUR proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges et de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : La demande de création de la zone de développement de l'éolien proposée par les communes d'Avrainville, Hergugney, Savigny (88) et les communes de Germonville et Grippont (54) est rejetée.

**Art. 2** : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune énoncées dans le tableau ci-dessous, dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la zone de développement de l'éolien et des communes limitrophes à celles dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la zone de développement de l'éolien pendant un mois à

compter de la date de sa réception, et prendra effet à compter de sa publication.

Communes d'implantation	Communes limitrophes
GRIPPORT	BAINVILLE AUX MIROIRS
GERMONVILLE	LEBEUVILLE
AVRAINVILLE	VAUDIGNY
SAVIGNY	XIROCOURT
HERGUGNEY	BRALLEVILLE
	BATTEY
	XARONVAL
	GIRCOURT-LES-VIEVILLE
	BOUXURULLES
	RUGNEY
	FLOREMONT
	SOCOURT
	CHAMAGNE

**Art. 3** : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le Directeur régional de l'environnement, le Directeur départemental de l'équipement des Vosges, le Directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et les maires des communes d'Avrainville, Hergugney, Savigny (88), Germonville et Grippont (54), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture des Vosges et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et qui pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Epinal, le 24 janvier 2008

Nancy, le 22 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture,  
Dominique CONCA

Le préfet,

Hugues PARANT

La carte annexée est consultable à la DDDPI - Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

*Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique*

**Extrait de décision de la commission nationale d'équipement commercial du 18 décembre 2007 concernant l'extension de 1 000 m² de vente d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne Center Marques à Houdemont**

Par décision du 18 décembre 2007, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 12 juin 2007 a refusé à la SARL MDG l'autorisation de procéder à l'extension de 1 000 m² de vente d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne Center Marques à Houdemont portant la surface totale de vente à 1985 m².

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Houdemont.

Nancy, le 19 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
F. GIROUX

**Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 30 janvier 2008 concernant l'extension de 477 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ALDI à Pont-à-Mousson**

Réunie le 30 janvier 2008, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL ALDI Marché Ennery, en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 477 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ALDI à Pont-à-Mousson, portant la surface totale de vente à 774 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Pont-à-Mousson.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 31 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
F. GIROUX

**Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 30 janvier 2008 concernant la création d'un centre commercial de 3500 m² de vente à Villerupt, comprenant un hypermarché à l'enseigne E.LECLERC de 3000 m² de vente et une galerie marchande de 500 m² de vente**

Réunie le 30 janvier 2008, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée conjointement par la SARL Vildis, en qualité de future exploitante et la SARL Cantebonne, en qualité de future propriétaire et promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un centre commercial de 3500 m² de vente à Villerupt, comprenant un hypermarché à l'enseigne E. LECLERC de 3000 m² de vente et une galerie marchande de 500 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Villerupt.

Nancy, le 31 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,  
F. GIROUX

**Direction des relations avec les collectivités locales**  
**Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité**

**Extrait de l'arrêté du 31 janvier 2008 autorisant la création du groupement syndical forestier du Val de Mad entre les communes d'Arnville, Bayonville-sur-Mad, Onville, Vandelainville et Villecey-sur-Mad**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Il est constitué entre les communes d'Arnville, Bayonville-sur-Mad, Onville, Vandelainville et Villecey-sur-Mad un groupement forestier dénommé groupement syndical forestier du Val de Mad.

**Art. 2** : Ce groupement a pour but d'assurer la mise en valeur, l'équipement, la gestion et l'amélioration de la rentabilité des bois, forêts et terrains à boiser apportés au groupement.

**Art. 3** : L'apport initial au groupement représente un ensemble boisé de 96 ha, 13 a et 85 ca, situé sur le territoire communal de Bayonville-sur-Mad, composé des parcelles cadastrales suivantes :

Section	Numéro de la parcelle	Surfaces cadastrales (ha)
C	94	40,976
C	95	4,1010
C	96	1,7330
C	97	4,8080
C	107	0,32
C	108	0,91
C	732	25,5125
C	733	0,2980
C	735	16,0737
C	736	1,4063

**Art. 4** : Il est fait application du régime forestier aux parcelles cadastrales désignées ci-dessus.

**Art. 5** : Le siège du groupement est fixé à la mairie de Bayonville-sur-Mad.

**Art. 6** : Le groupement est institué pour une durée de 50 ans.

**Art. 7** : Les fonctions de receveur du groupement syndical forestier sont assurées par le trésorier de Thiaucourt.

**Art. 8** : Le groupement est administré par un comité composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres. Chaque commune est représentée par trois délégués.

Le comité se réunit au moins une fois par semestre.

**Art. 9** : M. le Directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle Nord de l'Office national des forêts ou son représentant assiste de plein droit, avec voix consultative à toute réunion du comité.

**Art. 10** : Les statuts approuvés du groupement syndical forestier du val de Mad resteront annexés au présent arrêté.

**Art. 11** : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, le Sous-préfet de Toul et les maires des communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et à M. le directeur de l'agence Meurthe-et-Moselle Nord de l'Office National des Forêts et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité ainsi qu'à la sous-préfecture de Toul.*

**Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire**

**Arrêté du 4 février 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la commune de Jarville-la-Malgrange**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Mlle Nathalie ANDRÉ, brigadier chef de police municipale de la commune de Jarville-la-Malgrange, est maintenue dans sa qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

**Art. 2** : M. Anthony MALET, adjoint technique, est nommé régisseur suppléant en remplacement de M. Jérôme FOUCAL.

**Art. 3** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Jarville-la-Malgrange et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Nancy, le 4 février 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Arrêté du 4 février 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la commune de Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral en date du 8 octobre 2004 est abrogé.

**Art. 2** : M. Pierre GRANDJEAN, brigadier chef de police municipale de la commune de Baccarat, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

**Art. 3** : M. Pierre GRANDJEAN est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle, conformément aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001.

**Art. 4** : Mlle Sylvie FIXOT, adjoint administratif, est nommée régisseur suppléant.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Baccarat et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Nancy, le 4 février 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Sous-préfecture de Toul**

**Extrait de l'arrêté du 29 janvier 2008 relatif à la modification des statuts et à la définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes des côtes en Haye**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée telle que définie par ces articles est atteinte,

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes des côtes en Haye dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

**Art. 2** : Le sous-préfet de TOUL et la présidente de la communauté de communes des côtes en Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes, au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,

Il sera en outre, inséré au recueil des actes administratifs du département.

Toul, le 29 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Sous-préfet de Toul par intérim,  
Philippe SAFFREY

*Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Toul.*

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine**

**Extrait de la délibération n°165/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n°1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'hôpital Belle Isle à Metz, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de soins intensifs respiratoires.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n°196/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec Hospitalor Saint Avold, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Nancy, le 18 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n°201/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention**

**constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine  
publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec Hospitalor Saint Avold, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de soins intensifs respiratoires.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Nancy, le 18 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n°1/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du  
15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article  
L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention  
constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine  
publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n°8 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier universitaire de Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de soins intensifs de cardiologie pour adultes (15 lits).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n°2/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du  
15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article  
L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention  
constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine  
publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 9 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier Universitaire de Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de soins intensifs respiratoires (8 lits).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n°3/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du  
15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article  
L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention  
constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine  
publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 10 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier universitaire de Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de soins intensifs en hématologie pour adultes (10 lits) et en soins intensifs de l'unité STM (17 lits).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n°4/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du  
15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article  
L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention  
constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine  
publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'hôpital local intercommunal de Pompey Lay Saint Christophe relatif à la reconnaissance de 5 lits identifiés de soins palliatifs en service de soins de suite et de réadaptation

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 15 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n°5/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du  
15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article  
L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention  
constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine  
publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 6 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier régional de Metz-Thionville relatif à la reconnaissance tarifaire de lits de soins palliatifs identifiés et intégrés aux services de dermatologie, hépato-gastro-entérologie et gériatrie.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Moselle.

Nancy, le 15 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

*Offre de soins hospitalière*

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/131 du 7 août 2007 portant  
fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière  
de Baccarat au 1<sup>er</sup> août 2007 N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 -  
N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : A partir du 1<sup>er</sup> août 2007 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

11 : Médecine 283.90 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale ( Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX ), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière de Baccarat sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 7 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/132 du 7 août 2007 portant  
fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière  
Saint-Charles à Nancy au 1<sup>er</sup> août 2007 - N° FINESS Entité juridique :  
540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : A partir du 1<sup>er</sup> août 2007 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

11 : Médecine 283.00€

30 : Soins de suite et réadaptation 203.00€

Hôpital de jour

50 : Hôpital de jour 181.00€

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale ( Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX ), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 7 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/134 du 21 août 2007 fixant les  
recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance  
maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique :  
540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 551 177 € soit :

1) 1 546 990 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 432 931 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 142 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 4 138 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 109 779 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 1 737 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 2 450 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/135 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 726 063 € soit :

1) 710 473 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 623 398 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 13 509 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 583 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 72 109 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 874 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 4 986 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 10 604 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/136 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 977 125 € soit :

1) 947 164 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 868 177 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 14 228 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 1 033 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 63 240 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 486 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 28 625 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 1 336 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/137 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance au**

**Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 328 282 € soit :

1) 324 740 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 291 369 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 516 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 834 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 31 788 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

233 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 904 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 2 638 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/138 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 94 095 € soit :

94 095 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 93 582 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 513 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/139 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT à Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 46 428 € soit :

46 428 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

46 428 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/140 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 608 919 € soit :

1) 1 454 001 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 300 383 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;  
 21 010 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
 2 104 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
 129 411 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
 1 093 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;  
 2) 119 266 € au titre des spécialités pharmaceutiques,  
 3) 35 652 € au titre des produits et prestations  
**Art. 2** : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.  
 Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.  
 Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/141 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 325 199 € soit :

- 1) 1 298 929 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 176 589 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
  - 16 790 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 2 245 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 102 710 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 595 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 17 843 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
- 3) 8 427 € au titre des produits et prestations

**Art. 2** : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière du BASSIN de LONGVY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/142 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Joeuf - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 236 934 € soit :

- 1) 236 712 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 134 723 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
  - 101 989 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
- 2) 222 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

**Art. 2** : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/143 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 14 499 552 € soit :

- 1) 11 892 715 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

10 564 571 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;  
 56 349 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
 8 008 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
 1 217 612 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

46 175 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

- 2) 1 466 587 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
  - 3) 1 140 250 € au titre des produits et prestations
- Art. 2** : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/144 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Régional de Lutte contre le Cancer A. VAUTRIN à Vandoeuvre - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 941 818 € soit :

- 1) 1 443 206 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 335 414 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
  - 106 798 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 994 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 456 527 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
- 3) 42 085 € au titre des produits et prestations

**Art. 2** : Le présent arrêté est notifié au C.R.L.C.C. A. VAUTRIN-VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/145 du 22 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 961 € soit :  
 29 961 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 29 961 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- Art. 2** : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/146 du 21 août 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juin 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 101 204 € soit :

- 1) 1 015 588 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 935 060 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

5 619 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;  
 74 853 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
 56 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

3) 85 616 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au SINICAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François HUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/149 du 10 septembre 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons au 1<sup>er</sup> septembre 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2007 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :  
 Court séjour

30 : Soins de suite et réadaptation 197.32€

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale ( Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX ), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François HUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/150 du 12 septembre 2007 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : A partir du 1<sup>er</sup> juin 2007 le tarif applicable aux transports médicalisés effectués par le SMUR du Centre Hospitalier de TOUL, est fixé comme suit :  
 Transports terrestres : 533.00€ par demi-heure médicalisée

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale ( Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX ), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François HUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/152 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 435 908 € soit :

1) 1 430 325 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 311 476 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

390 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
 5 186 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
 113 273 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 2 166 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 3 417 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François HUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/153 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 664 994 € soit :  
 1) 614 173 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

540 248 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

12 743 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 126 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

59 830 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

226 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 36 543 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 14 278 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François HUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/154 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 849 339 € soit :  
 1) 816 432 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

746 870 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

12 471 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 719 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

54 137 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

235 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 29 270 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 3 637 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Le directeur adjoint,  
 Jean-François HUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/155 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 352 228 € soit :

- 1) 350 908 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 305 889 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
  - 9 233 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 1 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 35 757 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 28 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 1 320 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/156 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 53 285 € soit :

- 53 285 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 52 843 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
  - 442 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/157 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT à Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 76 648 € soit :

- 76 648 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
- Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/158 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 646 816 € soit :

- 1) 1 455 761 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 218 743 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 18 665 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2 787 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 214 593 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

973 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 142 182 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 48 873 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/159 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 369 811 € soit :

- 1) 1 336 524 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 248 458 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

- 13 581 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

- 1 796 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

- 72 369 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 320 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 24 790 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 8 497 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière du BASSIN de LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/160 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Joeuf - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 158 387 € soit :

- 1) 158 212 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 85 256 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

- 72 956 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

2) 175 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/161 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 14 844 432 € soit :

1) 12 231 991 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 10 868 708 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 49 310 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 6 001 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 1 253 850 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

54 122 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

2) 1 694 545 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 917 896 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/162 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Régional de Lutte contre le Cancer A. VAUTRIN à Vandoeuvre - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 908 500 € soit :

1) 1 414 690 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 303 236 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 110 622 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

832 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 469 684 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 24 126 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au C.R.L.C.C. A. VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/163 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 27 250 € soit :

1) 27 184 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 27 184 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

2) 66 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/164 du 25 septembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de juillet 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 165 482 € soit :

1) 1 038 920 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 961 842 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 4 348 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

72 645 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

85 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 389 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 124 173 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/178 du 15 novembre 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : A partir du 1<sup>er</sup> novembre 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

50 – Hospitalisation de jour 500.00 €

90 – Chirurgie ambulatoire 860.00 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur par intérim du CH de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
La directrice départementale  
des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/241 du 31 août 2007 relatif à l'autorisation d'assurer l'activité de stérilisation de dispositifs médicaux pour le compte du syndicat interhospitalier nancéen de la chirurgie de l'appareil locomoteur**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : D'autoriser le Centre Hospitalier de LUNEVILLE à assurer pour le compte du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux.

Art. 2 : Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy, au directeur régional des affaires sanitaires et sociales, au président de la section H de l'ordre national des pharmaciens, aux organismes locaux d'assurance maladie, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 août 2007

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,  
Jean-Yves GRALL

**Service actions et établissements de santé**

**Extrait de l'arrêté n° 9 du 6 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants des Communes concernées



- Monsieur Laurent TROGRIC, Maire de POMPEY, fin du mandat en mars 2008,  
 Madame Régine GRANDURY, Adjointe au Maire de la ville de POMPEY, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2008,  
 Monsieur Claude ROMBACH, Conseiller Municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2008,  
 en attente nouvelle nomination,  
 Madame Marilyn PRADURAT, Conseillère Municipale de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Un représentant du département désigné par le Conseil Général  
 Monsieur Jean-Marie UHLRICH, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008.
  - 3 Le Président de la CME  
 Monsieur le Docteur Richard MATHIEU, Médecin, fin du mandat en octobre 2010,
  - 4 Deux autres membres de la CME  
 Monsieur Marc BERR, Vice-Président de la CME, fin du mandat en octobre 2010,  
 Madame Florence GLATH, Pharmacienne, fin du mandat en octobre 2010.
  - 5 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques  
 Madame Marie-Paule CUNAT, Cadre Infirmier, fin du mandat en octobre 2009.
  - 6 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
 Madame Nadine DAUMAS, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
 Madame Catherine SAINT-MARD, Infirmière, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
  - 7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
 Monsieur le Docteur Jean COLSON, Médecin non hospitalier, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat en octobre 2008,  
 Monsieur Gérard RAUCH, Infirmier Libéral, fin du mandat en avril 2009,  
 Madame Marie-José DUPUY, Retraitée de l'enseignement, fin du mandat en octobre 2008.
  - 8 Trois représentants des usagers  
 Madame Josette BURY, Présidente de l'Association des Familles de Traumatismes Crâniens en Lorraine (AFTC), représentant l'AFTC en Lorraine, fin du mandat en décembre 2012,  
 Monsieur Michel SALMON, représentant l'Association pour le Droit de Mourir dans la dignité (ADMD), fin du mandat en décembre 2012, représentant en attente de nomination.
  - 9 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unité de Soins de Longue Durée  
 Monsieur Gérard LANCLUME, Président du Conseil de la Vie Sociale, fin du mandat en octobre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 8 du 21 février 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 février 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,  
 Jean-Yves GRALL

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### **Direction départementale des affaires sanitaires et sociales** Service actions et établissements de santé

#### **Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 acceptant une demande de transfert d'office de pharmacie à Toul - Licence n° 522**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que le transfert sollicité n'aura pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente du quartier d'origine, conformément à l'article L 5125-3 du code de la santé publique ;
- que le transfert permettra une répartition plus harmonieuse des pharmacies sur la commune de Toul ;
- que le transfert permettra un meilleur exercice professionnel et un accès permanent du public à la pharmacie ;

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La demande de transfert de l'office de pharmacie sise 14 place du marché à Toul vers le 365 avenue du colonel Péchot à Toul présentée par Madame Christelle DEFLIN est acceptée.

Art. 2 : La nouvelle licence est enregistrée sous le numéro 522.

Art. 3 : La nouvelle licence annule et remplace la licence numéro 16 du 19 juin 1942 accordée par arrêté préfectoral.

Art. 4 : Le présent arrêté sera notifié à Madame Christelle DEFLIN.

Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont copie sera adressée à Madame Christelle DEFLIN ; la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ; la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ; le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle et le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Nancy, le 25 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jean-Michel MOUGARD

#### **Extrait de l'arrêté n° 71 du 28 janvier 2008 fixant la répartition des sièges au Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Ordre des Infirmiers**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'élection des membres du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Ordre des Infirmiers, la répartition des sièges est fixée comme suit :

- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants représentant les infirmiers exerçant à titre libéral,
- 7 membres titulaires et 7 membres suppléants représentant les infirmiers salariés du secteur privé,
- 11 membres titulaires et 11 membres suppléants représentant les infirmiers relevant du secteur public.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 28 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jean-Michel MOUGARD

#### **Extrait de l'arrêté du 4 février 2008 modifiant l'agrément n° 137 portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise « ALPHA 54 » Lotissement Valparc, avenue Raymond Pinchard - 54000 NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que, suite à la visite de conformité effectuée le 21 juin 2007, les installations matérielles répondent aux normes définies par l'arrêté du 20 mars 1990 modifié, annexe II,

#### **DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 88-00 du 3 avril 2000 portant modification d'autorisation d'effectuer des transports sanitaires terrestres est modifié comme suit à compter du 8 février 2007 :

- agrément n° 137
- dénomination « ALPHA 54 »
- forme : société à responsabilité limitée à associé unique
- capital : 60 979,61 €
- siège social : Lotissement Valparc, avenue Raymond Pinchard à NANCY.

Gérant : Monsieur GROSSMANN Lionel.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé au titulaire de l'agrément, au Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY, à la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY et au Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 4 février 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Christiane PERNET

#### *Service solidarité autonomie*

**Extrait de l'arrêté n° 5567 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Etablissement dénommé « Centre de Rééducation de l'Ouïe et de la Parole - Institut des Jeunes Sourds » 2 rue Joseph Piroux - 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange - numéro FINSS : 540 000 692**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du C.R.O.P. de l'Institut des Jeunes Sourds sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.321.283,42 €	9.574 507,94 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	7.389 676,75 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	863.547,77 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	9.301 634,97 €	9.574 507,94 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	182.500,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	65.000,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	25.372,97 €	

**Art. 2** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

- Prix de journée moyen :
  - . Internat : 363,16 €
  - . Semi-internat : 94,44 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 386,74 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

- Prix de journée moyen annuel 2007 :
  - . Internat : 304,38 €
  - . Semi-internat : 170,90 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 354,69 €

**Art. 2 bis** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

- Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - . Internat : S.E.E.S. + S.P.F.P. + T.S.L. : 363,16 €
  - . Semi-internat - Toutes sections : 94,44 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 386,74 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

- Prix de journée moyen annuel 2007 :
  - . Internat : S.E.E.S. + S.P.F.P. + T.S.L. : 304,38 €
  - . Semi-internat - Toutes sections : 170,90 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 354,69 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - . Internat : S.E.E.S. + S.P.F.P. + T.S.L. : 363,16 €
  - . Semi-internat - Toutes sections : 94,44 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 386,74 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

- Prix de journée moyen annuel 2007 :
  - . Internat : S.E.E.S. + S.P.F.P. + T.S.L. : 304,38 €
  - . Semi-internat - Toutes sections : 170,90 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 354,69 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 :

- Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - . Internat : S.E.E.S. + S.P.F.P. + T.S.L. : 62,74 €
  - . Semi-internat - Toutes sections : 62,74 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 62,74 €
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - . Internat : S.E.E.S. + S.P.F.P. + T.S.L. : 300,42 €
  - . Semi-internat - Toutes sections : 31,70 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 324,00 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

- Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - . Internat : S.E.E.S. + S.P.F.P. + T.S.L. : 62,74 €
  - . Semi-internat - Toutes sections : 62,74 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 62,74 €
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - . Internat : S.E.E.S. + S.P.F.P. + T.S.L. : 241,64 €
  - . Semi-internat - Toutes sections : 108,16 €
  - . SEPEDAHA – Internat : 291,95 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4581 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5568 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Etablissement dénommé «Service de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire (SSEFIS)» 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange - numéro FINISS : 540 000 692**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSEFIS de l'Institut des Jeunes Sourds sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	59.057,83 €	1.312.984,35 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.187.928,41 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	65.998,11 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1.309.357,32 €	1.312.984,35 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	3.627,03 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de la section SERVICES est fixé(e) à 1.309 357,32 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 109 113,11 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4582 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5569 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange – 02 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE LA MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange - numéro FINISS : 540 000 692**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

**ARRETEMENT**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13.493,58 €	252 510,14 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	220 643,17 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	16.424,24 €	
	Déficit 11519 - 119	1.949,15 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	252 510,14 €	252 510,14 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Nancy de l'Institution des Jeunes Sourds de la Malgrange est fixée(e) à : 252 510,14 €

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80 % de cette somme, soit : 202 008,11 €

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20 % de cette somme, soit : 50 502,02 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 21 042,51 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4583 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale  
des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

Pour le président  
du conseil général,  
Le directeur  
de la DISAS,  
Bernard LEUYET

**Extrait de l'arrêté n° 5570 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation « Saint-Camille » 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE - numéro FINESS : 540 013 414**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	94.225,34 €	598 000,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	440 485,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	63.289,66 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	598 000,00 €	598 000,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 287,82 €

. Semi Internat : 285,17 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 272,12 €

. Semi Internat : 246,34 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4585 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5571 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE - numéro FINESS : 540 013 422**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21.291,22 €	138 495,88 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	106 029,94 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	11.174,72 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	138 495,88 €	138 495,88 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est fixé(e) à : 138 495,88 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 11 541,32 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4586 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5572 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile Professionnel**

(SESSAD-PRO) de Saint-Camille 12 poste de Velaine – 54840 VELAINE-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE - numéro FINESS : 540 001 6748

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile Professionnel sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6.290,66 €	41.748,56 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	30.524,60 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4.933,30 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	41.748,56 €	41.748,56 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile Professionnel est fixé(e) à 41 748,56 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 3.479,04 €.

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4587 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5573 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007, les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) 51, rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine - numéro FINESS : 54 001 6789**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 971,38 €	336 649,66 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	270 520,01 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	49 158,27 €	
	Déficit 11519 - 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	328 649,66 €	336 649,66 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	8 000,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Lunéville est fixée(e) à : 328 649,66 €.

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80 % de cette somme, soit : 262 919,73 €.

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20 % de cette somme, soit : 65 729,93 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 27 387,47 €.

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°5218 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale  
des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

Pour le président  
du conseil général,  
Le directeur  
de la DISAS,  
Bernard LEUYET

**Extrait de l'arrêté n° 5574 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif «Les Terrasses de Méhon» - 12 rue Gambetta – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 001386 9**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8.605,11 €	461 615,34 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	428 279,29 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	24.730,94 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	461 615,34 €	461 615,34 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est fixé(e) à 461 615,34 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 38 467,94 €.

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4591 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5575 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la**

tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000020 5

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	235.437,00 €	1.930 384,76 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.454 189,27 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	187.699,33 €	
	Déficit 11510 ou 11519	53.059,16 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1.926.979,76 €	1.930 384,76 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3.405,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Art. 2 : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 279,32 €

. Semi-internat : 242,24 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 258,59 €

. Semi-Internat : 232,73 €

Art. 2 bis : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 279,32 €

. Semi-internat : 242,24 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 258,59 €

. Semi-Internat : 232,73 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 279,32 €

. Semi-internat : 242,24 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 258,59 €

. Semi-Internat : 232,73 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat Annexe 24 : 62,74 €

. Semi-internat Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat Annexe 24 : 216,58 €

. Semi-internat Annexe 24 Ter : 179,50 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat Annexe 24 : 62,74 €

. Semi-internat Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat Annexe 24 : 195,85 €

. Semi-internat Annexe 24 Ter : 169,99 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa

publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°4592 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5576 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000020 5

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	312.224,42 €	2.496 318,54 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.948.805,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	235.289,12 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2.490 518,54 €	2.496 318,54 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5.800,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Art. 2 : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 424,29 €

. Semi-internat : 339,50 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 381,26 €

. Semi-internat : 305,01 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°4593 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5577 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 002 007 0

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	17.830,76 €	244 805,76 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	200 296,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	26.679,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	240 405,76 €	244 805,76 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4.400,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif est fixé(e) à 240 405,76 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 20 033,81 €.

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4594 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5578 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 0 00057 7**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.188.280,43 €	8.294 262,60 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	5.924 527,28 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1.158.814,76 €	
	Déficit 11510 ou 11519	22.640,13 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	8.150 662,60 €	8.294 262,60 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	143.500,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	100,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 490,75 €

. Semi-internat : 211,59 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 373,05 €

. Semi-internat : 171,24 €

**Art. 2 bis** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 490,75 €

. Semi-internat : 211,59 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 373,05 €

. Semi-internat : 171,24 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 490,75 €

. Semi-internat : 211,59 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 373,05 €

. Semi-internat : 171,24 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Internat : 62,74 €

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. internat : 428,01 €

. Semi-internat : 148,85 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. internat : 62,74 €

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. internat : 310,31 €

. Semi-internat : 108,50 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4595 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5579 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 0 00057 7**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	157.650,00 €	788 162,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	560 447,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	70.065,00 €	

	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	773 462,00 €	788 162,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	14.600,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	100,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 395,01 €

. Semi-internat : 258,64 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 491,68 €

. Semi-internat : 259,04 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4596 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5580 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 540 020 096**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	122.088,72 €	415 126,72 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	263.576,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	29.462,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	409 526,72 €	415 126,72 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5.600,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice est fixé(e) à 409 526,72 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 34 127,22 €.

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4598 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui

sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5581 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Georges Finance » 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54202 TOUL Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 213**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	243 479,14 €	1 396 714,17 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	995 564,73 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	157 670,30 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1.376 614,57 €	1.396 714,17 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3.099,60 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	17.000,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Semi-internat : 236,66 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Semi-internat : 137,68 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Semi-internat : 236,66 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Semi-internat : 137,68 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Semi-internat : 236,66 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Semi-internat : 137,68 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat : 173,92 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat : 74,94 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO

n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4602 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5582 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Raymond Carel » 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 0239/54 000 0254**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.056 225,51 €	6.359 170,54 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 761 772,08 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	541 172,95 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	6.459 623,54 €	6.359 170,54 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	-100.453,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Internat : 268,32 €
- . Semi-internat : 257,74 €
- . Annexe 24 Ter : 397,31 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Internat : 299,60 €
- . Semi-internat : 166,90 €
- . Annexe 24 Ter : 261,61 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Internat : 268,32 €
- . Semi-internat : 257,74 €
- . Annexe 24 Ter : 397,31 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Internat : 299,60 €
- . Semi-internat : 166,90 €
- . Annexe 24 Ter : 261,61 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Internat : 268,32 €
- . Semi-internat : 257,74 €
- . Annexe 24 Ter : 397,31 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Internat : 299,60 €
- . Semi-internat : 166,90 €
- . Annexe 24 Ter : 261,61 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Internat : 62,74 €
- . Semi-internat : 62,74 €
- . Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Internat : 205,58 €
- . Semi-internat : 195,00 €
- . Annexe 24 Ter : 334,57 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Internat : 62,74 €
- . Semi-internat : 62,74 €
- . Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Internat : 236,86 €
- . Semi-internat : 104,16 €
- . Annexe 24 Ter : 198,87 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4604 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5583 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Claude Monet » 121, rue de l'Abbé de l'Epée – 54700 PONT-A-MOUSSON géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 247**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	301.301,66 €	1.777 655,37 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.281 506,84 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	194 846,87 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1.570 920,67 €	1.777 655,37 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1.734,70 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	205 000,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Annexe 24 : 209,07 €
- . Annexe 24 Ter : 41,03 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :



- . Annexe 24 : 130,40 €
- . Annexe 24 Ter : 266,95 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Annexe 24 : 209,07 €
- . Annexe 24 Ter : 41,03 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Annexe 24 : 130,40 €
- . Annexe 24 Ter : 266,95 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Annexe 24 : 209,07 €
- . Annexe 24 Ter : 41,03 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Annexe 24 : 130,40 €
- . Annexe 24 Ter : 266,95 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Semi-internat Annexe 24 : 62,74 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Annexe 24 : 187,33 €
- . Annexe 24 Ter : 0 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Annexe 24 : 62,74 €
- . Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Annexe 24 : 67,66 €
- . Annexe 24 Ter : 204,21 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4605 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5584 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « les Orchidées » 10 rue Albert 1<sup>er</sup> - BP 93 - 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 817**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	322.684,00 €	1 500 653,85 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.036.792,25 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	141.177,60 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1.499 653,85 €	1.500 653,85 €

	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1.000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Semi-internat : 205,58 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Semi-internat : 153,34 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Semi-internat : 205,58 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Semi-internat : 153,34 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Semi-internat : 205,58 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Semi-internat : 153,34 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat : 142,84 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat : 90,60 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4606 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5585 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Les Trois Tilleuls » 1 rue des Tilleuls - 54720 CHENIERES géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 833**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	409.984,00 €	2.254 876,14 €

Recettes	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.640 163,14 €	2.254 876,14 €
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	204 729,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
	Groupe I : Produits de la tarification	2.150 876,14 €	
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4.000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	100.000,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Semi-internat Annexe 24 : 231,43 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 375,26 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat Annexe 24 : 168,09 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 273,85 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Semi-internat Annexe 24 : 231,43 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 375,26 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat Annexe 24 : 168,09 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 273,85 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Semi-internat Annexe 24 : 231,43 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 375,26 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat Annexe 24 : 168,09 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 273,85 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Semi-internat Annexe 24 : 62,74 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Semi-internat Annexe 24 : 168,69 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 312,52 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Semi-internat Annexe 24 : 62,74 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Semi-internat Annexe 24 : 105,35 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 211,11 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4607 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5586 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile 6 allée de Longchamp – Parc d'activités de l'hippodrome – 54600 VILLERS-LES-NANCY géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 4447

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	74 129,76 €	1 722 601,24 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 420 306,17 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	228 165,31 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 714 175,24 €	1 722 601,24 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	8.426,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est fixé(e) à : 1 714 175,24 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 142 847,93 €.

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4608 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5587 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre Médico-Psychopédagogique 73 rue Isabey – 54052 NANCY Cedex géré par la PEP 54 - numéro FINESS : 540 000 320

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Médico-Psychopédagogique sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	75.656,50 €	2 076 448,62 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 808 614,43 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	192.177,69 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 066 448,62 €	2 076 448,62 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	

Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
Excédent 11519 ou 119	10 000,00 €

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. séance: 129,13 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. séance : 118,08 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4610 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5588 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre Médico-Pscho-Pédagogique 17 bis rue de Boismont – 54400 LONGWY géré par la PEP 54 - numéro FINESS : 54 000 268 0**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Médico-Pscho-Pédagogique sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	34.074,38 €	863 680,80 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	777 221,40 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	52 385,02 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	859 393,30 €	863 680,80 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4.287,50 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. séance: 113,79 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. séance : 118,12 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4611 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera

adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5589 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service de Soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés 8 rue des Myosotis – BP 35 – 54501 VANDOEUVRE-LES-NANCY géré par l'Association « Accueil et guider l'intégration » - numéro FINESS : 54 001 988 2**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9.325,34 €	507 313,38 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	492 091,78 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	5.896,26 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	507 313,38 €	507 313,38 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la tarification des prestations du Service de soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés est fixée comme suit :

Prix moyen sur l'année du forfait ou de séance : 0,00 €

**Art. 2 bis :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins est fixé(e) à : 507 313,38 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 42 276,11 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4614 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5590 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée 1161 avenue Pinchard – 54100 NANCY gérée par l'ALAGH - numéro FINESS : 54 000 538**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	673.541,94 €	5.114 831,04 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 846 586,10 €	

Recettes	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	594.703,00 €	5.114 831,04 €
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
	Groupe I : Produits de la tarification	4 899 162,04 €	
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	195.669,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	20.000,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 249,91 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 230,19 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4617 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5591 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Foyer d'Accueil Médicalisé 1161 avenue Pinchard – 54100 NANCY géré par l'ALAGH - numéro FINESS : 540 012 606**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6.390,13 €	141 516,09 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	130 383,30 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4.742,66 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	141 516,09 €	141 516,09 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Prix de journée moyen de l'année : 44,22 €

**Art. 2 bis :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins est fixé(e) à 141 516,09 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 11.793,00 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4618 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5592 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée ZAC de Brabois – Rue de Ludres – 54500 VANDEOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 5436**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	541 905,25 €	4.089 672,75 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 026.810,31 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	520 957,19 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 068 299,37 €	4.089 672,75 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6.373,38 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	15.000,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 269,85 €

. Semi-internat : 242,15 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

Prix de journée moyen annuel 2007

. Internat : 219,96 €

. Semi-Internat : 199,18 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4620 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5593 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Accompagnement et de Suivi des Soins de Rosières et de Lunéville 4 rue Léon Parisot – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental - numéro FINESS : 54 000 405 8**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Accompagnement et de Suivi des Soins sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 376,00 €	203 642,65 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	185 449,65 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	16 817,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	186 142,65 €	203 642,65 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	17.500,00 €	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

**Art. 2 bis :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins est fixé(e) à : 186 142,66 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 15 511,88 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4622 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5594 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007, les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée 4 rue Alfred Labbé – 54350 MONT-SAINT-MARTIN gérée par l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - numéro FINESS : 54 000 086 6**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	615.214,98 €	3 343 314,62 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 221 220,72 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	506.878,92 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 173 314,62 €	3 343 314,62 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	170.000,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit:

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 223,44 €

. Semi-Internat : 262,18 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 214,00 €

. Semi-Internat : 249,43 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4623 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5595 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Foyer d'Accueil Médicalisé MICHELET 10 rue Dominique LOUIS – 54000 NANCY géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 003 738**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 799,69 €	429 013,52 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	365 771,26 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	18.975,10 €	
	Déficit 11510 ou 11519	6.467,47 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	429 013,52 €	429 013,52 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

. Internat : 0,00 €

. Semi-internat : 0,00 €

**Art. 2 bis :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins est fixé(e) à : 429 013,52 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 35 751,12 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4624 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5596 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Structure**

**Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes MICHELET 10 rue Dominique LOUIS – 54000 NANCY géré par l'Association AEIM - numéro FINESS : 540 003 688**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5.114,77 €	83 968,70 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	75 856,17 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	2.997,76 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	83 797,90 €	83 968,70 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	170,80 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

**Art. 2 bis** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins est fixé(e) à 83 797,90 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 6.983,15 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4626 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5597 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés 38 rue de Dieuze – 54000 NANCY géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 540 007 689**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14.087,00 €	111 285,89 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	96 306,21 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	892,68 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	111 285,89 €	111 285,89 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Prix de journée moyen annuel :

. Externat : 50,82 €

**Art. 2 bis** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins est fixé(e) à 111 285,89 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 9 273,82 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4627 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5598 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service de Soins Infirmiers à Domicile de Briey/Homécourt 100 rue de Franchepré – 54240 JOEUF géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - numéro FINESS : 540 015 229**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Handicapées sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2.681,16 €	76.664,47 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	73.833,31 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	150,00 €	
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	76.664,47 €	76.664,47 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

**Art. 2 bis** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D. est fixé(e) à 76 664,47 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 6 388,70 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4628 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5599 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou de Spécialistes (SISMES) «La**

**Maison du Pré St Charles» 21 rue de la Meuse – 54860 HAUCOURT-  
MOULAINÉ gérée par l'AEIM - numéro FINESS : 54 001 438 8**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou de Spécialistes sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	950,00 €	52 828,94 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	49.790,94 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	2.088,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	42.828,94 €	52 828,94 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	10.000,00 €	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

**Art. 2 bis** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins est fixé(e) à 42 828,94 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 3 569,07 €.

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4629 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5600 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif 13 rue de la République – 54320 MAXEVILLE géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 354 7**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	918 578,65 €	5 782 092,50 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 208 884,51 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	654.629,34 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	5 673 825,50 €	5 782 092,50 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	108.267,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 378,46 €

. Semi-Internat : 198,33 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée annuel 2007 :

. Internat : 322,06 €

. Semi-Internat : 151,61 €

**Art. 2 bis** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 378,46 €

. Semi-Internat : 198,33 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 322,06 €

. Semi-Internat : 151,61 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 378,46 €

. Semi-Internat : 198,33 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 322,06 €

. Semi-Internat : 151,61 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Internat : 62,74 €

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. internat: 315,72 €

. Semi-internat : 135,59 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Internat : 62,74 €

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. internat: 259,32 €

. Semi-internat : 88,87 €

**Art. 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4** : L'arrêté préfectoral n°4577 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5601 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Etablissement pour Enfants Polyhandicapés 13 rue de la République – 54 320 MAXEVILLE géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 360 4**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement pour Enfants Polyhandicapés sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
--	----------------------	-------------------	----------------

Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	765.557,61 €	5 451 094,98 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3.995 645,22 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	689 892,15 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	5.425 004,98 €	5.451 094,98 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	26.090,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 773,10 €

. Semi-Internat : 621,57 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 566,18 €

. Semi-Internat : 396,79 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 773,10 €

. Semi-Internat : 621,57 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 566,18 €

. Semi-Internat : 396,79 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 773,10 €

. Semi-Internat : 621,57 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 566,18 €

. Semi-Internat : 396,79 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. internat : 62,74 €

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. internat : 710,36 €

. Semi-internat : 558,83 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. internat : 62,74 €

. Semi-internat : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. internat : 503,44 €

. Semi-internat : 334,05 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4578 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5602 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée 8 rue de la Seille - 54320 MAXEVILLE gérée par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 336 4**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	527.694,80 €	3 775 040,62 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 469 017,99 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	675935,09 €	
	Déficit 11510 ou 11519	102.392,74 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 729 305,62 €	3 775 040,62 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	45.735,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 298,92 €

. Semi-internat : 121,87 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 260,59 €

. Semi-internat : 135,71 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4615 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5603 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat Le Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Rue de Mirecourt - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000 059 3**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.946.853,49 €	3.741 719,16 €



	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.735 619,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	59.246,67 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.726 219,16 €	3.741 719,16 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15.400,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	100,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Art. 2 : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 284,89 €

. Semi-Internat : 284,89 €

Le prix de journée annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 166,72 €

. Semi-Internat : 166,72 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°4597 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5604 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile « l'Escale » 15 rue Saint-Charles - 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE - numéro FINESS : 540 013 455**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52.458,00 €	610 076,28 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	503 811,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	52 746,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	1.061,28 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	610 076,28 €	610 076,28 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est fixé(e) à 610 076,28 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 50.839,69 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa

publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°4601 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5605 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> juin 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation « l'Escale » 15 rue Saint-Charles - 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE - numéro FINESS : 540 002 052**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	310.916,00 €	2.878.179,95 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2.216.830,83 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	280.811,29 €	
	Déficit 11510 ou 11519	69.621,83 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2.873.660,95 €	2.878.179,95 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4.519,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Art. 2 : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> juin 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 498,16 €

. Semi-internat : 253,33 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°4600 susvisé est annulé et remplacé par le présent.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5606 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Education pour Déficients Visuels - Sections SANTIFONTAINE 8 rue de Santifontaine - 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles - numéro FINESS : 54 000 684**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education pour Déficients Visuels sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
--	----------------------	-------------------	----------------

Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	433.629,33 €	3.942 650,51 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3.171 264,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	337.757,18 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.859 907,57 €	3 942 650,51 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	48.541,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	34.201,94 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Semi-internat SEES : 367,44 €
- . Internat SEES : 551,16 €
- . Semi-internat SEPHA : 229,68 €
- . Internat SEPHA : 344,52 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat SEES : 401,88 €
- . Internat SEES : 604,03 €
- . Semi-internat SEPHA : 257,24 €
- . Internat SEPHA : 387,92 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Semi-internat SEES : 367,44 €
- . Internat SEES : 551,16 €
- . Semi-internat SEPHA : 229,68 €
- . Internat SEPHA : 344,52 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat SEES : 401,88 €
- . Internat SEES : 604,03 €
- . Semi-internat SEPHA : 257,24 €
- . Internat SEPHA : 387,92 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Semi-internat SEES : 367,44 €
- . Internat SEES : 551,16 €
- . Semi-internat SEPHA : 229,68 €
- . Internat SEPHA : 344,52 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat SEES : 401,88 €
- . Internat SEES : 604,03 €
- . Semi-internat SEPHA : 257,24 €
- . Internat SEPHA : 387,92 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Semi-internat SEES : 62,74 €
- . Internat SEES : 62,74 €
- . Semi-internat SEPHA : 62,74 €
- . Internat SEPHA : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Semi-internat SEES : 304,70 €
- . Internat SEES : 488,42 €
- . Semi-internat SEPHA : 166,94 €
- . Internat SEPHA : 281,78 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Semi-internat SEES : 62,74 €
- . Internat SEES : 62,74 €
- . Semi-internat SEPHA : 62,74 €
- . Internat SEPHA : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Semi-internat SEES : 339,14 €
- . Internat SEES : 541,29 €
- . Semi-internat SEPHA : 194,50 €
- . Internat SEPHA : 325,18 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4579 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5607 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif Saint-Camille 12 poste de Velaine - 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE - numéro FINES : 540 000 718**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	424.612,15 €	3.416 209,18 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2.684 853,07 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	306 743,96 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.364 554,10 €	3.416 209,18 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6.000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	20.655,08 €	
	Excédent 11519 ou 119	25.000,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

- . Internat SIPFP : 173,60 €
- . Semi-internat SIPFP : 158,77 €
- . Internat SEES : 188,61 €
- . Semi-internat SEES : 162,09 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Internat SIPFP : 165,33 €
- . Semi-internat SIPFP : 155,45 €
- . Internat SEES : 177,96 €
- . Semi-internat SEES : 154,00 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Prix de journée moyen :

- . Internat SIPFP : 173,60 €
- . Semi-internat SIPFP : 158,77 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Internat SIPFP : 165,33 €
- . Semi-internat SIPFP : 155,45 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Prix de journée moyen :

. Internat SIPFP : 173,60 €

. Semi-internat SIPFP : 158,77 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat SIPFP : 165,33 €

. Semi-internat SIPFP : 155,45 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Internat SIPFP : 62,74 €

. Semi-internat SIPFP : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Internat SIPFP : 110,86 €

. Semi-internat SIPFP : 96,03 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat SIPFP : 102,59 €

. Semi-internat SIPFP : 92,71 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4584 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5612 du 30 novembre 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Education pour Déficients Visuels- Services SANTIFONTAINE 8 rue de Santifontaine - 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles - numéro FINESS : 54 009 933**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education pour Déficients Visuels - Services Santifontaine sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	137.125,07 €	1.244 986,10 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 000 972,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	106.889,03 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1.218 859,04 €	1.244 986,10 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15.329,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	10.798,06 €	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de la section SERVICES est fixé(e) à : 1.218 859,04 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 101 571,58 €.

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4580 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera

adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5615 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre de préorientation 51 avenue de la Libération - 54840 GONDREVILLE géré par l'UGECAM - numéro FINESS : 540 012 465**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	331 622,24 €	918 299,37 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	560 406,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	26 271,13 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	903 299,37 €	918 299,37 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15.000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat - Préorientation : 358,18 €

. Semi-internat - Préorientation : 207,39 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat - Préorientation : 194,21 €

. Semi-internat - Préorientation : 135,49 €

**Art. 2 bis :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement de l'UEROS est fixée à : 352 286,75 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 29 357,22 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4621 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5616 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de la Maison d'Accueil Spécialisée du CPN de LAXOU - 54521 LAXOU CEDEX gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU - numéro FINESS : 540 018 736**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 080 728,00 €	4 313 116,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 759 831,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	472 557,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 209 270,93 €	4 313 116,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	18.000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	85.845,07 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Accueil Permanent : 203,63 €

. Accueil de jour : 203,63 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Accueil Permanent : 187,89 €

. Accueil de jour : 187,89 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4613 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5617 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » Chemin du Harquet - BP 126 - 54305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 221**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	468.868,30 €	2.212.677,21 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 660 757,99 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	183 050,92 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2.035 237,21 €	2.312 677,21 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	107.440,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	170.000,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Externat Annexe 24 : 203,11 €

. Externat Annexe 24 Ter : 250,80 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Externat Annexe 24 : 131,56 €

. Externat Annexe 24 Ter : 183,01 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Externat Annexe 24 : 203,11 €

. Externat Annexe 24 Ter : 250,80 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Externat Annexe 24 : 131,56 €

. Externat Annexe 24 Ter : 183,01 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Externat Annexe 24 : 203,11 €

. Externat Annexe 24 Ter : 250,80 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Externat Annexe 24 : 131,56 €

. Externat Annexe 24 Ter : 183,01 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Externat Annexe 24 : 62,74 €

. Externat Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Externat Annexe 24 : 140,37 €

. Externat Annexe 24 Ter : 188,06 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Externat Annexe 24 : 62,74 €

. Externat Annexe 24 Ter : 62,74 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Externat Annexe 24 : 68,82 €

. Externat Annexe 24 Ter : 120,27 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°4603 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5627 du 30 novembre 2007 fixant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut de Rééducation « l'Escale » 15 rue Saint-Charles - 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE - numéro FINESS : 540 002 052**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	310 916,00 €	2 970 421,12 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 235 572,00 €	

Recettes	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	354 311,29 €	2.970 421,12 €
	Déficit 11510 ou 11519	69.621,83 €	
	Groupe I : Produits de la tarification	2 965 902,12 €	
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4.519,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007

Prix de journée moyen :

. Internat : 688,11 €

. Semi-internat : 414,50 €

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat et semi-internat : 266,07 €

**Art. 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°5605 susvisé est abrogé par le présent.

**Art. 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

**Extrait de l'arrêté n° 5643 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5578 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAIVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 0 00057 7**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5578 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 373,05 €

. Semi-internat : 171,24 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 373,05 €

. Semi-internat : 171,24 €

Amendements Creton orientés en FAM :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. internat: 63,35 €

. Semi-internat : 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. internat: 309,70 €

. Semi-internat : 107,89 €

**Art. 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5644 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5575 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000020 5**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5575 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 258,59 €

. Semi-Internat : 232,73 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 258,59 €

. Semi-Internat : 232,73 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat Annexe 24 : 63,35 €

. Semi-internat Annexe 24 Ter : 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat Annexe 24 : 195,24 €

. Semi-internat Annexe 24 Ter : 169,38 €

**Art. 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5645 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4599 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat du Centre d'Education Motrice 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAIVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 001 877 7**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°4599 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

**Art. 2 :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

- à compter du janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Semi-internat : 335,56 €

. Internat 24 bis : 431,65 €

. Internat 24 ter : 462,24 €

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit :

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat : 335,56 €

. Internat 24 bis : 431,65 €

. Internat 24 ter : 462,24 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat : 335,56 €

. Internat 24 bis : 431,65 €

. Internat 24 ter : 462,24 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat : 63,35 €

. Internat 24 bis : 63,35 €

. Internat 24 ter : 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat : 272,21 €

. Internat 24 bis : 368,30 €

. Internat 24 ter : 398,89 €

**Art. 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5646 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5581 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Georges Finance » 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54202 TOUL Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 213**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5578 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008:

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Semi-internat : 137,68 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Semi-internat : 137,68 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Semi-internat : 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Semi-internat : 74,33€

**Art. 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5647 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5617 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » Chemin du Harquet – BP 126 – 54305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 221**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5578 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008:

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Externat t Annexe 24 : 131,56 €

. Externat Annexe 24 Ter : 183,01 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Externat Annexe 24 : 131,56 €

. Externat Annexe 24 Ter : 183,01 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Externat Annexe 24 : 63,35 €

. Externat Annexe 24 Ter : 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Externat Annexe 24 : 68,21 €

. Externat Annexe 24 Ter : 119,66 €

**Art. 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5648 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5582 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Raymond Carel » 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PONT géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 0239/54 000 0254**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5582 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008:

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 299,60 €

. Semi-internat : 166,90 €

. Annexe 24 Ter : 261,61 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 299,60 €

. Semi-internat : 166,90 €

. Annexe 24 Ter : 261,61 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. Internat : 63,35 €

. Semi-internat : 63,35 €

. Annexe 24 Ter : 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. Internat : 236,25 €

. Semi-internat : 103,55 €

. Annexe 24 Ter : 198,26 €

**Art. 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5649 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5583 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Claude Monet » 121, rue de l'Abbé de l'Epee – 54700 PONT-A-MOUSSON géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000247**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5583 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008:

**Art. 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Annexe 24 : 130,40 €
- . Annexe 24 Ter : 266,95 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Annexe 24 : 130,40 €
- . Annexe 24 Ter : 266,95 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Annexe 24 : 63,35 €
- . Annexe 24 Ter : 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Annexe 24 : 67,05 €
- . Annexe 24 Ter : 203,60 €

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5650 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5584 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « les Orchidées » 10 rue Albert 1<sup>er</sup> – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM - numéro FINESS : 54 000 817**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5578 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008:

Art. 2 bis : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat: 153,34 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat: 153,34 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Semi-internat: 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- . Semi-internat : 89,99 €

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5651 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5585 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif « Les Trois Tilleuls » 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES géré par l'AEIM - numéro FINESS : 540 000 833**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5585 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008:

Art. 2 bis : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des

enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat Annexe 24 : 168,09 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 273,85 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Semi-internat Annexe 24 : 168,09 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 273,85 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . Semi-internat Annexe 24 : 63,35 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 63,35 €
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- . Semi-internat Annexe 24 : 104,74 €
- . Semi-internat Annexe 24 Ter : 210,50 €

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5652 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5600 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif 13 rue de la République – 54320 MAXEVILLE géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 354 7**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5600 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008:

Art. 2 bis : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Internat : 322,06 €
- . Semi-Internat : 151,61 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

- . Internat : 322,06 €
- . Semi-Internat : 151,61 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- . internat: 63,35 €
- . Semi-internat : 63,35 €
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- . internat: 258,71 €
- . Semi-internat : 88,26 €

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5653 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5601 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de**

**financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Etablissement pour Enfants Polyhandicapés 13 rue de la République – 54320 MAXEVILLE géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY - numéro FINESS : 54 001 360 4**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5601 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008:

Art. 2 bis : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 566,18 €

. Semi-Internat : 396,79 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 566,18 €

. Semi-Internat : 396,79 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

. internat: 63,35 €

. Semi-internat : 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. internat: 502,83 €

. Semi-internat : 333,44 €

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5654 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5607 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat de l'Institut Médico-Educatif Saint-Camille 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE - numéro FINESS : 540 000 718**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5607 susvisé sont modifiées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008:

Art. 2 bis : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée comme suit:

Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat SIPFP : 165,33 €

. Semi-internat SIPFP : 155,45 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat SIPFP : 165,33 €

. Semi-internat SIPFP : 155,45 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Le prix de journée moyen annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat SIPFP : 63,35 €

. Semi-internat SIPFP : 63,35 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

. internat: 101,98 €

. Semi-internat : 92,10 €

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5671 du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5603 fixant les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat Le Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Rue de Mirecourt – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale - numéro FINESS : 54 000 059 3**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°5603 susvisé sont modifiées comme suit :

Art. 2 : Le prix de journée annuel, applicable en attente de la nouvelle tarification pour 2008 sera de :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008

Prix de journée moyen annuel 2007 :

. Internat : 166,72 €

. Semi-Internat : 166,72 €

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 20 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté 2007 DDASS/SSA/N° 5641 / DISAS/POLE PA/PH N° du 29 janvier 2008 fixant la liste des personnes qualifiées au sens de l'article L.311-5 du code de l'action sociale et des familles**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général  
de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETEMENT

Art. 1<sup>er</sup> : La liste des personnes qualifiées prévue à l'article L.311-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès desquelles toute personne prise en charge par un établissement ou un service d'accueil de personnes âgées ou de personnes handicapées ou son représentant légal peut faire appel, en vue de l'aider à faire valoir ses droits, est fixée ainsi qu'il suit :

I – Territoire de Longwy :

a) Etablissements et services pour personnes âgées de plus de 60 ans :

- Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérent à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange, dont la liste figure en annexe 1,

b) Etablissements et services pour personnes handicapées âgées de 20 ans et plus :

- Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérent à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange

c) Etablissements et services pour enfants handicapés âgés de moins de 20 ans :

- Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérent à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange

II – Territoire de Briey :

a) Etablissements et services pour personnes âgées de plus de 60 ans :

- Mme LARCHER Françoise, sauf pour les usagers de l'association Rétina France, 76 rue Emile Zola 54800 Jarny

- M. STAES Jean-Claude, 40 rue des Frères Daum 54800 Jarny

- Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérent à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange

b) Etablissements et services pour personnes handicapées âgées de 20 ans et plus :

- Mme LARCHER Françoise, sauf pour les usagers de l'association Rétina France, 76 rue Emile Zola 54800 Jarny

- M. STAES Jean-Claude, 40 rue des Frères Daum 54800 Jarny

- Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérent à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange

c) Etablissements et services pour enfants handicapés âgés de moins de 20 ans :

- Mme LARCHER Françoise, sauf pour les usagers de l'association Rétina France, 76 rue Emile Zola 54800 Jarny

- M. STAES Jean-Claude, 40 rue des Frères Daum 54800 Jarny

- Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérent à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange

III – Territoire de Nancy-couronne :

a) Etablissements et services pour personnes âgées de plus de 60 ans :

- M. MARCHAL Guy, 15 avenue Foch 54000 Nancy

- Mme HIPONA Renée, seulement sur les communes de l'est du territoire et sauf pour les usagers de l'association des paralysés de France (APF), 18 rue Thierry de Bar 54770 Laître sous Amance



- Mme MONANGE Thérèse, seulement sur les communes de la communauté urbaine du Grand Nancy, 5 rue Auguste Bichaton 54600 Villers Les Nancy
  - Mme ALBISER Simone, sauf pour les usagers de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, de l'institution Jean Baptiste Thiéry et d'Espoir 54, 26 avenue du Château 54600 Villers les Nancy
  - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
  - b) Etablissements et services pour personnes handicapées âgées de 20 ans et plus :
    - Mme HAVEN Chantal, seulement pour les enfants et jeunes adultes déficients intellectuels, organisme « GEIST 21 » 18 rue Pierre Chalmot 54000 Nancy
    - Mme CHAUVEL Isabelle, sauf pour les usagers de la fondation de l'institution des jeunes aveugles et déficients visuels de Nancy, téléphone 06 07 26 89 79
    - Mme HIPONA Renée, seulement sur les communes de l'est du territoire et sauf pour les usagers de l'association des paralysés de France (APF), 18 rue Thierry de Bar 54770 Laitre sous Amance
    - Mme ALBISER Simone, sauf pour les usagers de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, de l'institution Jean Baptiste Thiéry et d'Espoir 54, 26 avenue du Château 54600 Villers les Nancy
    - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
  - c) Etablissements et services pour enfants handicapés âgés de moins de 20 ans :
    - Mme HAVEN Chantal, seulement pour les enfants et jeunes adultes déficients intellectuels, organisme « GEIST 21 » 18 rue Pierre Chalmot 54000 Nancy
    - Mme ALBISER Simone, sauf pour les usagers de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, de l'institution Jean Baptiste Thiéry et d'Espoir 54, 26 avenue du Château 54600 Villers les Nancy
    - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
  - IV – Territoire Sud-Ouest 54 :
    - a) Etablissements et services pour personnes âgées de plus de 60 ans :
      - Mme ALBISER Simone, sauf pour les usagers de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, de l'institution Jean Baptiste Thiéry et d'Espoir 54, 26 avenue du Château 54600 Villers les Nancy
      - M. MARCHAL Guy, seulement pour les communes limitrophes du territoire de Nancy-Couronne, 15 avenue Foch 54000 Nancy
      - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
    - b) Etablissements et services pour personnes handicapées âgées de 20 ans et plus :
      - Mme ALBISER Simone, sauf pour les usagers de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, de l'institution Jean Baptiste Thiéry et d'Espoir 54, 26 avenue du Château 54600 Villers les Nancy
      - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
    - c) Etablissements et services pour enfants handicapés âgés de moins de 20 ans :
      - Mme ALBISER Simone, sauf pour les usagers de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, de l'institution Jean Baptiste Thiéry et d'Espoir 54, 26 avenue du Château 54600 Villers les Nancy
      - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
  - V – Territoire du Lunévillois :
    - a) Etablissements et services pour personnes âgées de plus de 60 ans :
      - Mme BOYE Josiane, 7 impasse des Porches 54300 Lunéville
      - M. MARCHAL Guy, seulement pour les communes limitrophes du territoire de Nancy-Couronne, 15 avenue Foch 54000 Nancy
      - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
    - b) Etablissements et services pour personnes handicapées âgées de 20 ans et plus :
      - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
    - c) Etablissements et services pour enfants handicapés âgés de moins de 20 ans :
      - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
  - VI – Territoire du Val de Lorraine :
    - a) Etablissements et services pour personnes âgées de plus de 60 ans :
      - Mme LERCHER Anne, 2 chemin Pré Maître Pierre 54760 Faulx
      - Mme KIEFFER Gisèle, 37 route de Pont à Mousson, 54700 Norroy les Pont à Mousson
      - Mme DELHAYE Nicole, seulement pour les communes de la communauté de Seille-et-Mauchère et sauf les usagers de l'établissement de Faulx, 6ter rue de l'Eglise 54760 Arraye et Han
      - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
    - b) Etablissements et services pour personnes handicapées âgées de 20 ans et plus :
      - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
    - c) Etablissements et services pour enfants handicapés âgés de moins de 20 ans :
      - Mme MATHIEU Sylvie, sauf pour les usagers des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine, 2 rue Joseph Piroux 54140 Jarville La Malgrange
- Art. 2 :** Les personnes faisant appel, en vue de les aider à faire valoir leurs droits, à l'une des personnes qualifiées, citées à l'article 1<sup>er</sup>, saisissent ces dernières par écrit à l'adresse mentionnée ou par téléphone, lorsque les coordonnées téléphoniques figurent sur la liste.

En cas d'absence de réponse de la part de la personne qualifiée saisie dans les dix jours suivant la saisine, l'usager prend contact avec les services du Point Accueil Information Service (PAIS) de son territoire ou avec le pôle personnes âgées - personnes handicapées au siège du Conseil Général, qui se chargera de le réorienter vers l'une des autres personnes de la liste.

**Art. 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place Carrière CO 38 - 54036 Nancy cedex - dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à tous les intéressés, ainsi qu'aux établissements et services d'accueil de personnes âgées et handicapées de Meurthe-et-Moselle. Nancy, le 29 janvier 2008

Le préfet, Pour le président du conseil général et par délégation,  
Hugues PARANT Alain CASONI, vice-président

Annexe 1 à l'arrêté 2007 DDASS/SSA/N° 5641 / DISAS/POLE PA/PH N° du 29 janvier 2008 fixant la liste des personnes qualifiées au sens de l'article L.311-5 du code de l'action sociale et des familles

Liste des organismes adhérant à l'URIOPSS Lorraine :

ADAPA Nancy, ADAPA du Pays-haut, ADDC-service de soins à domicile, AFAD, AGI, ALAGH, ALSAD, SYMPA-APRODEF, ASAPA Haroué, ASSAD, Assistance vie à domicile, Esprit Tranquille, Ateliers du Haut des Vannes à Liverdun, CAMSP Nancy, CEDV Santifontaine, GARDE, Familles Rurales, GIHP, groupement d'employeurs Soeurs de Saint-Charles, IME Sainte Camille, Institut des Jeunes Sourds, les Familles Organisées, maison d'accueil Brancion à Royaumeix, OHS-Flavigny, maison de retraite de la Compassion à Saint-Firmin, maison de retraite la Sainte Famille à Vandoeuvre, maison de retraite la Verrière à Villers, maison de retraite mutuelle des Sablons, maison de retraite Notre Dame du Bon Repos à Maxéville, maison de retraite Simon Bénichou à Nancy, maison de retraite Saint-Charles à Dombasle maison de retraite Saint-Charles à Bayon, maison de retraite Saint-Joseph à Nancy, maison de retraite Saint-Rémy à Nancy, maison de retraite Saint-Sauveur à Nancy, maison de retraite Sainte-Thérèse à Ludres, maison hospitalière de Baccarat, MARPA les grands jardins à Colombey les Belles, Petites sœurs des pauvres à Nancy, maison de retraite d'Haroué, résidence des trois fontaines à Vézelize, résidence Poincaré à Bouxières aux Dames, UNAFAM à Nancy, URAPEI Lorraine, Villa Saint Pierre Fourier et Ville et Services.

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 101 du 5 février 2008 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre de Moyen Séjour de Faulx**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit : Centre de Moyen Séjour de FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 227 198,65 €

- Prix de journée de soins : 32,93 €

**Art. 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

**Art. 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre de moyen séjour de FAULX.

Nancy, le 5 février 2008 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

#### Direction départementale de l'agriculture et de la forêt Service économie agricole et aménagement foncier

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ogneville - Laloef - Thorey-Lyautey - Hammeville - Goviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2348**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande de l'EARL de Trichaupont qui porte sur un projet de fusion d'exploitations avec entrée en tant qu'associée exploitante de Mme UNTEREINER, est, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, de même rang de priorité que les demandes en concurrence dans la mesure où après reprise, la taille de l'EARL n'excèdera pas 150 unités SCOP/UMO,

#### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL de TRICHAUPONT composée de Mesdames, Monsieur MANGENOT Emmanuelle et Thierry, UNTEREINER Thérèse est autorisée à exploiter 92,3 ha conformément à la demande qu'elle a déposée soient les parcelles suivantes :

ZA 8 à Goviller  
 ZA 10/11 à Hammeville  
 ZA 45/46/47 - ZE 36/37/48/49/61/62 - ZH 05/06/13/15/19/38/39/40/55/56 - ZI 06/07/10/33/41/42/43/44/45/48 à Laloeuf  
 ZA 1 - ZC 28 à Ogneville  
 ZA 43 - ZI 11/12 à Thorey Lyautey).

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de TRICHAUPONT (Mesdames, Monsieur MANGENOT Emmanuelle et Thierry, UNTEREINER Thérèse).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mesdames, Monsieur MANGENOT Emmanuelle et Thierry, UNTEREINER Thérèse, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - OGNEVILLE - LALOEUF - THOREY LYAUTEY - HAMMEVILLE - GOVILLER pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf - Goviller - Ogneville - Thorey-Lyautey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2376**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande de l'EARL de Trichaupont qui porte sur un projet de fusion d'exploitations avec entrée en tant qu'associée exploitante de Mme UNTEREINER, est, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, de même rang de priorité que les demandes en concurrence dans la mesure où après reprise, la taille de l'EARL n'excèdera pas 150 unités SCOP/UMO,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC DE LA FEUILLEE composé de Mlle VALLANCE Céline et de M. MARCHAL Cyrille est autorisé à exploiter 69 ha conformément à la demande qu'il a déposée soient les parcelles suivantes :

ZA 8 à Goviller  
 ZA 45/46/47 - ZE 36/37 - ZH 5/6/13/15/19/38/39/40/55/56 - ZI 6/7/10/33/41/42/43/44/45/48 à Laloeuf  
 ZI 11 et 12 à Thorey Lyautey

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA FEUILLEE (Mlle, Monsieur VALLANCE Céline et MARCHAL Cyrille).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mlle, VALLANCE Céline et Monsieur MARCHAL Cyrille, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LALOEUF - GOVILLER - OGNEVILLE - THOREY LYAUTEY pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hammeville - Ogneville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2397**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande de l'EARL de Trichaupont qui porte sur un projet de fusion d'exploitations avec entrée en tant qu'associée exploitante de Mme UNTEREINER, est, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, de même rang de priorité que les demandes en concurrence dans la mesure où après reprise, la taille de l'EARL n'excèdera pas 150 unités SCOP/UMO,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Madame GLEIZES Marie est autorisée à exploiter 14,5 ha (parcelles ZA 10 et 11 à Hammeville- ZA 1 à Ognéville) conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame GLEIZES Marie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur GLEIZES Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HAMMEVILLE - OGNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf - Thorey-Lyautey - Ogneville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2436**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande de l'EARL de Trichaupont qui porte sur un projet de fusion d'exploitations avec entrée en tant qu'associée exploitante de Mme UNTEREINER, est, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, de même rang de priorité que les demandes en concurrence dans la mesure où après reprise, la taille de l'EARL n'excèdera pas 150 unités SCOP/UMO,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL SAINT BLAISE composée de Monsieur PIERRON Claude est autorisée à exploiter 9,3 ha (parcelles ZE 48/49/61/62 à Laloeuf - ZC 28 à Ogneville - ZA 43 à Thorey Lyautey) conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL SAINT BLAISE (Monsieur PIERRON Claude).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERRON Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LALOEUF - THOREY LYAUTEY - OGNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thorey-Lyautey - Laloeuf - Demande d'autorisation d'exploiter n°2401**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les deux demandes en concurrence relèvent du même rang de priorité 1 puisque la motivation de chacune d'entre elles est l'agrandissement ou l'agrandissement en vue d'une installation non aidée pour des tailles d'exploitations similaires et inférieures à 150 unités SCOP/UMO,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC de L'Etanche composé de Messieurs CLAUDE Hubert et Hervé est autorisé à exploiter 6,7 ha (parcelles ZI 13 - ZB 23 à Laloeuf - ZA 5 et 7 à Thorey Lyautey) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de L'Etanche (Messieurs CLAUDE Hubert et Hervé).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs CLAUDE Hubert et Hervé, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - THOREY LYAUTEY - LALOEUF pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aboncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2410**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur ADAM Philippe est autorisé à exploiter 17,09 ha (parcelles ZB 33/43 et ZD 53 à Aboncourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ADAM Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ADAM Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ABONCOURT pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2307**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,  
 Considérant que les deux demandes en concurrence relèvent du même rang de priorité 1 puisque la motivation de chacune d'entre elles, est l'agrandissement ou l'agrandissement en vue d'une installation aidée pour des tailles d'exploitations similaires et inférieures à 150 unités SCOP/UMO,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC des Grandes Prairies composé de Messieurs JEANJEAN Guy, AUBRY Didier est autorisé à exploiter 2,7 ha (parcelle ZE 21 à Reherrey) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de GAEC des Grandes Prairies (Messieurs JEANJEAN Guy, AUBRY Didier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs JEANJEAN Guy, AUBRY Didier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - REHERREY pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n°1897**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les deux demandes en concurrence relèvent du même rang de priorité 1 puisque la motivation de chacune d'entre elles est l'agrandissement ou l'agrandissement en vue d'une installation aidée pour des tailles d'exploitations similaires et inférieures à 150 unités SCOP/UMO,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC DE LA PASSERELLE composé de Madame, Messieurs ALISON Yvonne, Francis et Stéphane est autorisé à exploiter 2,5 ha (parcelle ZE 21 à Reherrey) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA PASSERELLE (Madame, Messieurs ALISON Yvonne, Francis et Stéphane).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs ALISON Yvonne, Francis et Stéphane, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - REHERREY pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Sainte-Pole - Demande d'autorisation d'exploiter n°2439**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC DE COUVEY composé de Messieurs MAGRON Michel et VIGNERON Olivier est autorisé à exploiter 19,99 ha (parcelles ZA 28/42/112/117/118 à Sainte Pôle) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE COUVEY (Messieurs MAGRON Michel et VIGNERON Olivier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs MAGRON Michel et VIGNERON Olivier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAINTE POLE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Boingt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2042**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC du Breuil composé de Messieurs HOUPT Nicolas et Vincent est autorisé à exploiter 13,36 ha (parcelles ZC 48 et ZD 44 à Saint Boingt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Breuil (Messieurs HOUPT Nicolas et Vincent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs HOUPT Nicolas et Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAINT BOINGT pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fresnois-la-Montagne - Demande d'autorisation d'exploiter n°2426**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL des MARLIERES composée de Messieurs LOUIS Yves et Xavier est autorisée à exploiter 7,86 ha (parcelles ZI 20 - ZK 29 à Fresnois la Montagne) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des MARLIERES (Messieurs LOUIS Yves et Xavier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs LOUIS Yves et Xavier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FRESNOIS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allamont - Puxe - Demande d'autorisation d'exploiter n°2432**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL DES TROIS VALLEES composée de Monsieur MAIGRET Philippe est autorisée à exploiter 23,57 ha (parcelles ZB 33 - ZE 11- ZH 18/19/20- ZL 10 à Allamont - B 115/117/118 à Puxe) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES TROIS VALLEES (Monsieur MAIGRET Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MAIGRET Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ALLAMONT - PUXE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
 Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2412**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL de Rehanne composée de Monsieur MACQUIN Jérôme est autorisée à exploiter 6 ha (parcelle ZE 35 à Minorville) conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de Rehanne (Monsieur MACQUIN Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MACQUIN Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MINORVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloef - Demande d'autorisation d'exploiter n°2440**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation aidée de Mlle Céline VALLANCE est de rang de priorité 1 au même titre que le projet d'agrandissement de l'EARL du Metay, la taille des deux exploitations étant similaire et inférieure à 150 unités SCOP/UMO,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC DE LA FEUILLEE composé de Mlle, Monsieur VALLANCE Céline et MARCHAL Cyril est autorisé à exploiter 4,5 ha sous réserve d'installation avant le 31/12/2008 (parcelles ZB 6 et ZC 13 à Laloef) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA FEUILLEE (Mlle, Monsieur VALLANCE Céline et MARCHAL Cyril).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mlle, Monsieur VALLANCE Céline et MARCHAL Cyril, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LALOEUF pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villacourt - Saint-Germain - Loromontzey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2434**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL des Roses composée de Madame, Monsieur DIDIER Laurence et Pascal est autorisée à exploiter 78,29 ha conformément à la demande qu'elle a déposée soient les parcelles :

A 567 à 596 à Loromontzey  
A 1/28/29/30/57/118/120/161 à 164/194/195/197/198/229/  
254 à 281/295/296/253/539/540/ 546/548 à 551 - AN 208 à 214/395 à 396- B 158 à 164 - D 131/133 à 137/513 - E1/2/12/399/425- à Saint Germain  
D132- E17/18/19 - ZI 30/31 à Villacourt.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des Roses (Madame, Monsieur DIDIER Laurence et Pascal).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur DIDIER Laurence et Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILLACOURT - SAINT GERMAIN - LOROMONTZEY pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domjevin - Fréménil - Demande d'autorisation d'exploiter n°2437**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL de la Vil composée de Madame, Monsieur PATOUX Jacqueline et Gérard est autorisée à exploiter 7,55 ha sous réserve

d'installation de Mickael PATOUX avant le 31/12/2008 (parcelles ZS 4/8/27/38 à Domjevin - ZD 115/116 à Fréménil) conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la Vil (Madame, Monsieur PATOUX Jacqueline et Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur PATOUX Jacqueline et Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DOMJEVIN - FREMENIL pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fenneviller - Merviller - Pexonne - Badonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2448**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC DE LAVAL composé de Madame, Messieurs L'HOTE Elisabeth, Thierry, Jean François est autorisé à exploiter 33,27 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LAVAL (Madame, Messieurs L'HOTE Elisabeth, Thierry, Jean François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs L'HOTE Elisabeth, Thierry, Jean François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FENNEVILLER - MERVILLER - PEXONNE - BADONVILLER pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Remoncourt - Moussey - Xousse - Demande d'autorisation d'exploiter n°2422**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC du Savin composé de Messieurs BRIAT Pascal, Nicolas, THUOT Julien, est autorisé à exploiter 59,57 ha (parcelles A 14/15/185/186 à Remoncourt- ZA 34/35 - ZC 68/69 à Xousse- section 29 parcelle 62 à Moussey (57)) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Savin (Messieurs BRIAT Pascal, Nicolas, THUOT Julien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BRIAT Pascal, Nicolas, THUOT Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - REMONCOURT - MOUSSEY - XOUSSE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Remoncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2458**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC du SAVIN composé de Messieurs BRIAT Pascal, Nicolas, THUOT Julien, est autorisé à exploiter 2,6 ha (parcelles Z 89 et 90 à Remoncourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du SAVIN (Messieurs BRIAT Pascal, Nicolas, THUOT Julien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BRIAT Pascal, Nicolas, THUOT Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - REMONCOURT pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chaudeney-sur-Moselle - Dommartin-lès-Toul - Villey-le-Sec - Demande d'autorisation d'exploiter n°2447**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL DE LA CHAMBOLENE composée de Messieurs COLIN Michel et Thomas est autorisée à exploiter 154.15 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA CHAMBOLENE (Messieurs COLIN Michel et Thomas).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs COLIN Michel et Thomas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CHAUDENEY SUR MOSELLE - DOMMARTIN LES TOUL - VILLEY LE SEC pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landres - Preutin-Higny - Mont-Bonvillers - Murville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2441**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC du Muret composé de Madame, Messieurs PAQUIN Monique, Gilles et Romain est autorisé à exploiter 92,29 ha (parcelles X 2 à 7/22 à 25 à Mont Bonvillers -AD203- X 121 à 123 à Landres -AA14 - AC 16-ZA 14/31/49/55 -ZB 13/20/46 - ZC 13/15/16/20/24/25/48/51/76/79/80/84 - ZD 1/10/16/123/125 à Murville, ZD 47 /53/54 à Preutin Higny) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Muret (Madame, Messieurs PAQUIN Monique, Gilles et Romain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs PAQUIN Monique, Gilles et Romain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LANDRES - PREUTIN HIGNY - MONT BONVILLERS - MURVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Amance - Bouxières-aux-Chênes - Demande d'autorisation d'exploiter n°2197**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que l'installation de M. MOUGENOT Hubert est effective depuis le 1/01/2008, la motivation de la demande de celui-ci est l'agrandissement et non l'installation,

Considérant que la taille des exploitations en concurrence, similaire et inférieure à 150 unités SCOP/UMO, confère le même rang de priorité aux deux demandes dont la motivation est l'agrandissement,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur MOUGENOT Hubert est autorisé à exploiter 21,85 ha (parcelles ZB 16- ZC9/10 - ZD 1 à Amance, ZC 3 à Bouxières aux Chênes) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MOUGENOT Hubert.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MOUGENOT Hubert, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AMANCE - BOUXIERES AUX CHENES pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Amance - Laitre-sous-Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2424**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que l'installation de M. MOUGENOT Hubert est effective depuis le 1/01/2008, la motivation de la demande de celui-ci est l'agrandissement et non l'installation,

Considérant que la taille des exploitations en concurrence, similaire et inférieure à 150 unités SCOP/UMO, confère le même rang de priorité aux deux demandes dont la motivation est l'agrandissement,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur FRISER Benoit est autorisé à exploiter 21,87 ha (parcelles ZB 16- ZC 9/10 - ZD 1 à Amance - ZC 3 à Bouxières aux Chênes) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FRISER Benoit.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FRISER Benoit, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AMANCE - LAITRE SOUS AMANCE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Agincourt - Amance - Bouxières-aux-Chênes - Buissoncourt - Laitre-sous-Amance - Dommartin-sous-Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2428**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur MOUGENOT Hubert est autorisé à exploiter 133 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MOUGENOT Hubert.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MOUGENOT Hubert, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AGINCOURT - AMANCE - BOUXIERES AUX CHENES - BUISSONCOURT - LAITRE SOUS AMANCE - DOMMARTIN SOUS AMANCE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Charey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2443**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur HENRIQUET Pascal est autorisé à exploiter 2,85 ha (parcelles ZD 9 et 13 à Charey) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le

schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HENRIQUET Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HENRIQUET Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CHAREY pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul - Brûley - Ecrouves - Demande d'autorisation d'exploiter n°2342**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur GUILLARD Fernand est autorisé à exploiter 22,44 ha (parcelles ZD 109/110 à Brûley - AK 499 à Ecrouves - E 56/57/62/64/66/74 à Toul) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GUILLARD Fernand.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GUILLARD Fernand, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - TOUL - BRULEY - ECROUVES pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine-sous-Amance - Seichamps - Laneuvelotte - Laitre-sous-Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2430**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL DE LA VALLEE composée de Mesdames PERRIN Marie Claude et Delphine est autorisée à exploiter 126 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA VALLEE (Mesdames PERRIN Marie Claude et Delphine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mesdames PERRIN Marie Claude et Delphine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VELAINE SOUS AMANCE - SEICHAMPS - LANEUVELOTTÉ - LAITRE SOUS AMANCE pour affichage.

Nancy, le 28 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Atton - Demande d'autorisation d'exploiter n°2442**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL d'ATTON composée de Madame, Monsieur SCHMITT Martine et Denis est autorisée à exploiter 197 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL d'ATTON (Madame, Monsieur SCHMITT Martine et Denis).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur SCHMITT Martine et Denis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 28 janvier 2008 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Erbéviller-sur-Amezule - Sorneville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2388**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes portant sur la reprise de l'exploitation de M. GAUDE Patrick (EARL des Patis) à - ERBEVILLER SUR AMEZULE - SORNEVILLE,

Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC du Menil composé de Messieurs NICOLAS Philippe et Didier portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par - GAUDE Patrick (EARL des Patis) à - ERBEVILLER SUR AMEZULE - SORNEVILLE.

**Art. 2 :** Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :*

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 Nancy Cedex.*

Service environnement - eau

**Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2007 autorisant au titre de la loi sur l'eau la création d'un golf public de 18 trous et d'un centre d'initiation golfique avec practice et parcours compact de 9 trous sur les communes de Herserange, Longwy et Mexy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les réponses et précisions, apportées par la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy, dans le mémoire en réponse, répondent aux questions des différents registres d'enquête ;

Considérant que l'engagement du Président de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy en date du 14 novembre 2007 permet de garantir que toutes les précautions sont prises en matière de gestion des pollutions des sols présentes sur le site à aménager et à leur suivi systématique postérieurement à l'aménagement définitif du site ;

Considérant que le terrain d'emprise du golf est situé sur un ancien site sidérurgique ayant impacté durablement les sols, que l'arrosage des surfaces engazonnées de celui-ci peut modifier les conditions physicochimiques des sols et, qu'en conséquence, il convient de s'assurer que les polluants contenus dans les sols ne pourront être remobilisés à destination des eaux souterraines ;

Considérant que les bassins à boues sont des stockages de déchets provenant d'installations classées et que toute occupation humaine au droit de ceux-ci est à proscrire ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

I – Objet de l'autorisation

**Art. 1<sup>er</sup> –** Objet de l'autorisation

Monsieur le Président de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy est autorisé à réaliser, dans les conditions du présent arrêté et conformément au dossier soumis à enquête, les travaux de création d'un Golf 18 trous et d'un centre d'initiation golfique avec practice et parcours compact de 9 trous sur les communes de Herserange, Longwy et Mexy.

Les rubriques concernées par le tableau annexe de l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0.	Prélèvements, installations et ouvrages permettant le prélèvement dans un cours d'eau d'une capacité supérieure à 5% du débit du cours d'eau	autorisation
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles, la surface de bassin dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure à 20 ha.	autorisation
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha.	déclaration
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha.	déclaration

Les aménagements devront être conformes aux arrêtés de prescriptions générales en vigueur et à venir, notamment à l'Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation et

à l'Arrêté du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement.

#### Art. 2 - Situation

Les travaux seront réalisés sur les communes d'HERSERANGE, LONGWY et MEXY.

Annexe 1 : Localisation du projet.

#### Art. 3 – Caractéristiques des travaux

Identification du projet	golf de Senelle
Communes de situation	Herseange, Longwy et Mexy;
cours d'eau concerné	la Moulaine
Caractéristiques du golf	
Surface du golf	128 ha
Nombre de trous	18 trous + parcours école 9 trous et practice
Nombre de plans d'eau	3
Surface totale des plans d'eau	12 000 m <sup>2</sup> environ
Nombre de rivières artificielles ou noues	5
Surface des rivières artificielles ou noues	5 500 m <sup>2</sup> environ
Surfaces imperméabilisées	
Capacité du parking	3 600 m <sup>2</sup> soit 200 places environ
Surface du programme immobilier	1 000 m <sup>2</sup>

#### Art. 4 – Exécution des travaux

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin et conformément à toutes les règles de l'art. Les travaux devront en particulier limiter la destruction (par le passage d'engins, les dépôts de matériaux, ...) des habitats naturels conservés (boisements, ripisylves, ...).

Les prescriptions du présent article ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire (ou de ses ayants-droits), qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne la réalisation, les dispositions techniques, le mode d'exécution que l'entretien ultérieur des ouvrages.

#### Art. 5 – Prescriptions en phase travaux

Pour réduire les risques de pollution accidentelle, les aires de stockage des produits potentiellement polluants (hydrocarbures, produits de traitement, ...) et d'entretien des engins seront rendues étanches.

Les réservoirs seront remplis sur le site avec des pompes à arrêt automatique afin d'éviter tout débordement.

Les entreprises auront obligation de stocker, récupérer et éliminer les huiles de vidanges des engins. En cas de pollution accidentelle des sols, les matériaux souillés seront décaissés et évacués dans les meilleurs délais vers un centre de traitement agréé.

#### Art. 6 – Délai d'exécution des travaux

Les travaux doivent être terminés dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Le demandeur devra aviser le Service de Police de l'Eau de l'achèvement des travaux prescrits par le présent arrêté au maximum deux mois après l'achèvement de ces derniers. Le service police de l'eau rédigera un procès verbal de récolement en présence du pétitionnaire dûment convoqué, les frais des opérations topographiques éventuelles seront à la charge du permissionnaire (ou tout ayant-droit).

A cette occasion, le pétitionnaire fournira au service chargé de la police de l'eau l'ensemble des plans d'exécution détaillés des différents ouvrages et travaux réalisés.

### II – Prélèvements

#### Art. 7 – Conditions générales de prélèvements

Les eaux d'arrosage du Golf proviendront du stockage des eaux pluviales, notamment issues de la ZAC de MEXY située en amont du Golf, de sources présentes sur le site et d'un complément épisodique par pompage dans La Moulaine.

Pour le prélèvement dans La Moulaine, le permissionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions générales de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation.

Lors de la réalisation du prélèvement, le bénéficiaire de l'autorisation ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation, notamment en ce qui concerne les rubriques 3.1.1.0 et 3.1.2.0, relatives aux ouvrages en rivière et modifications physiques des cours d'eau.

Le prélèvement et les dispositifs de mesures de débits ne doivent en aucun cas faire obstacle à la circulation piscicole et ne pas porter atteinte aux milieux aquatiques et zones humides en relation avec le cours d'eau concerné par le prélèvement.

Le préfet peut, sans que le bénéficiaire de l'autorisation puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre des articles R211-66 à R211-70 du code de l'environnement relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

#### Art. 8 – Localisation du point de prélèvement

Le prélèvement sera effectué dans La Moulaine, dans la partie canalisée non couverte, à hauteur du départ du trou n°9 du golf, sur la commune de Herseange.

#### Art. 9 – Débit prélevé

Le pétitionnaire est autorisé à prélever dans La Moulaine un débit instantané maximal de 30 litres par seconde et un volume annuel maximum prélevable de 60.000 m<sup>3</sup> dans les conditions fixées ci-dessous.

#### Art. 10 – Débit minimum et suivi

Le permissionnaire (ou tout ayant droit) doit laisser s'écouler dans La Moulaine en aval immédiat du point de prélèvement un débit minimum de 84 litres par seconde.

Pour permettre une lecture instantanée du débit de La Moulaine, un dispositif de mesure du débit réservé sera installé par le permissionnaire. La lecture du débit réservé devra être simple (échelle de lecture, ...) et le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de laisser accès à ce dispositif aux agents chargés du contrôle.

Le pétitionnaire mettra en place un dispositif d'enregistrement continu des débits de La Moulaine, même en dehors des périodes de pompage. Cet enregistrement sera transmis au service de la police de l'eau dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile.

Le dispositif de prélèvement sera équipé d'un système de capteurs permettant d'interdire tout prélèvement dès que le débit réservé dans la rivière sera atteint. Le respect du débit réservé est tributaire de la fiabilité des mesures du débit de la rivière, aussi le pétitionnaire devra d'une part dégager et entretenir régulièrement le tronçon de rivière des embâcles et obstacles présents et d'autre part assurer les conditions d'écoulement stabilisées en veillant au dégrillage permanent de la grille présente en amont de la partie couverte.

Avant tous travaux et dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, le pétitionnaire présentera au service chargé de la police des eaux la méthode retenue pour la mise en place du dispositif de mesure ainsi que les plans détaillés du prélèvement.

Ce dispositif devra être validé par le service police de l'eau avant sa mise en place et avant tout prélèvement.

Ce débit minimum pourra être augmenté si le service chargé de la police des eaux en fait la réquisition, dans un but d'intérêt général ou pour toutes autres raisons dûment motivées.

#### Art. 11 – Mesure du débit prélevé

Le pétitionnaire mettra en place au niveau du prélèvement dans La Moulaine, un compteur volumétrique permettant d'afficher en permanence le débit instantané prélevé ainsi que le volume cumulé du prélèvement.

Toute modification ou tout changement de type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre doit être préalablement porté à la connaissance du préfet. Celui-ci peut, après avis du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques, par arrêté motivé, demander la mise en place de moyens ou prescriptions complémentaires.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

#### Art. 12 – Suivi de l'installation de prélèvement

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement ci-après :

- les volumes prélevés hebdomadairement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle. Les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire, le cas échéant par l'intermédiaire de son mandataire, communique au préfet dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile, un extrait ou une synthèse du registre cité ci-dessus, indiquant :

- les valeurs des volumes prélevés hebdomadairement et annuellement et sur l'année civile ;
- le relevé de l'index du compteur volumétrique ;
- les incidents d'exploitation rencontrés ayant pu porter atteinte à la ressource en eau et les mesures mises en oeuvre pour y remédier ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Par ailleurs le bénéficiaire tiendra et mettra à disposition du service police de l'eau un cahier d'enregistrement de l'irrigation des parcours sur le modèle de celui annexé à la charte pour les golfs signée le 2 mars 2006 entre les ministères en charge de l'environnement et de la jeunesse et des sports et les représentants des professionnels et associations de golfs.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

### II – Rejets

#### Art. 13 – Assainissement des eaux usées

L'ensemble des eaux usées du complexe golf sera collecté par un réseau séparatif raccordé au réseau d'assainissement du Syndicat Intercommunal d'assainissement de l'Agglomération de Longwy.

#### Art. 14 – Gestion et Assainissement des eaux pluviales

Les eaux de toiture des bâtiments seront récupérées pour l'irrigation du golf.

Les eaux de parking seront collectées et prétraitées par un débouleur-déshuileur à hydrocarbures avant rejet dans le collecteur existant, reliant l'ouvrage de décharge du plan d'eau « la croix chaudron » à La Moulaine.

La maintenance de cet équipement sera réalisée trimestriellement.

Les eaux pluviales collectées par la ZAC de Mexy et régulées à 200 l/s sont rejetées via une canalisation dans les plans d'eau « la croix chaudron ».

Les eaux pluviales provenant du golf sont rejetées dans le milieu naturel :

- d'une part, via l'ouvrage de décharge du plan d'eau à l'aval de « la croix Chaudron »,
- d'autre part, via un fossé diffuseur ( permettant de rétablir les écoulements de subsurface dans le cas de talwegs peu marqués pour la partie Est / Sud-Est de la zone).

#### Art. 15 – Qualité des eaux superficielles

Les eaux rendues à la rivière La Moulaine doivent être dans un état de nature à ne pas modifier la qualité physico-chimique initiale et à ne pas provoquer de trouble préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux ou à la conservation du poisson.



La qualité sera appréciée sur la base de la mesure des paramètres suivants : température, taux d'oxygène dissout, pourcentage de saturation de l'oxygène dissout, concentration en nitrates, nitrites, ammonium et matières en suspension, hydrocarbures et recherche des molécules phytosanitaires utilisées ou leurs dérivés.

En cas de détérioration de la qualité des eaux, le pétitionnaire sera tenu de mettre en œuvre les mesures correctives destinées à remédier à la situation pour pouvoir continuer l'exploitation de cet ouvrage.

Un suivi trimestriel des eaux rejetées dans La Moulaine sera réalisé par le pétitionnaire ou son ayant droit et transmis au service police de l'eau. A cette fin, le pétitionnaire mettra en place un regard de prélèvement permettant de caractériser l'ensemble des eaux rejetées.

#### Art. 16 – Qualité des eaux souterraines

Avant tous travaux de terrassements et dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, le pétitionnaire fournira une carte des sols pollués et au moins 3 (trois) mois avant toutes opérations d'arrosage aura vérifié que les amendements ne modifieront pas l'état physico-chimique (notamment le pH) et biologique des sols et du sous-sol et ne seront pas susceptibles de provoquer une remobilisation et une diffusion des polluants présents (notamment les métaux, les hydrocarbures et les cyanures) ; la carte des sols pollués et la synthèse des études de vérification et leurs résultats seront communiquées au service chargé de la police des eaux dans ces mêmes délais. La modification du processus d'amendement (changement de produit, de quantité, de localisation...) sera soumise à l'approbation du service chargé de la police des eaux sur la base du même type d'étude d'impact.

Des moyens de surveillance de la remobilisation éventuelle des polluants contenus dans les sols seront proposés dans un délai de six mois.

Ce dispositif devra notamment permettre de suivre la qualité des eaux sur la base de la mesure des paramètres suivants : DCO ; hydrocarbures ; Zn ; Pb ; Cu ; Cr ; Ni ; cyanures ; sulfates ; K ; azote ammoniacal ; Hg.

En cas de détérioration de la qualité des eaux souterraines, le pétitionnaire sera tenu de mettre en œuvre les mesures correctives destinées à y remédier pour pouvoir continuer l'exploitation des ouvrages.

Une campagne de mesures avant la mise en exploitation sera réalisée par le pétitionnaire et servira de référence au suivi en exploitation, puis un suivi trimestriel des eaux souterraines sera réalisé par le pétitionnaire ou son ayant droit et transmis au service police de l'eau.

Afin de préserver la qualité des eaux souterraines, et notamment pour ne pas remobiliser des métaux dans les zones polluées, l'arrosage sera conduit selon les dispositions suivantes :

- seuls les greens et départs recevront un arrosage avec amendements ;
- les greens et départs situés aux droits de secteurs pollués seront réalisés de telle sorte qu'aucune infiltration ou percolation n'ait lieu dans les terrains en place.

L'accès aux zones polluées enclavées dans l'emprise foncière du golf (bassin à boues) sera interdit pendant les travaux. Ces mêmes zones seront clôturées avant l'ouverture au public.

Le pétitionnaire veillera à préserver l'intégrité et l'accès des piézomètres déjà implantés sur le site.

#### Art. 17 – Gestion des produits phytosanitaires et des engrais

Le permissionnaire ou son ayant droit est tenu de mettre en œuvre les bonnes pratiques agricoles et phytosanitaires lors de toutes interventions. Les apports d'engrais et de produits phytosanitaires devront être effectués conformément aux réglementations en vigueur et aux prescriptions de l'article ci-dessus.

Les apports d'engrais et de produits phytosanitaires devront respecter une zone non traitée d'au minimum 5 mètres depuis les plans d'eau, cours d'eau, noues et rivières artificielles, présents et créés sur le golf, sauf si la fiche technique d'utilisation du produit impose une distance supérieure par rapport aux points d'eau.

Le permissionnaire tiendra à la disposition des services de contrôles les cahiers d'enregistrement dûment renseignés concernant les pratiques relatives à l'épandage des engrais et des produits phytosanitaires de quelque nature que ce soit.

#### Annexe 2 : Cahier d'enregistrement des pratiques.

Le pétitionnaire mettra en place un local de stockage des produits phytosanitaires et des engrais conforme à la réglementation en vigueur.

Le pétitionnaire réalisera une aire de remplissage, de rinçage ou de lavage étanche, adaptée aux matériels et aux volumes à utiliser. De manière à ne pas polluer le réseau d'eau, le dispositif d'alimentation sera totalement déconnecté des appareils et cuves nécessaires à la préparation des produits phytosanitaires.

Cette aire de remplissage permettra la récupération des éventuels débordements et des renversements accidentels de produits purs et collecte des effluents générés par le rinçage et le lavage des appareils de traitement.

La cuve de collecte des effluents doit être suffisamment dimensionnée pour éviter tout débordement.

Ces effluents phytosanitaires seront traités par tout moyen approprié conforme à la réglementation en vigueur.

#### II – Plans d'eau

##### Art. 18 – Les plans d'eau

Les deux plans d'eau actuels, situés au lieu-dit « la croix chaudron », ont une superficie d'environ 10 600 m<sup>2</sup> pour celui situé en aval et d'environ 3900 m<sup>2</sup> pour le plan d'eau amont.

Le plan d'eau amont sera totalement remblayé et le plan d'eau aval, servant de stockage des eaux destinées à l'arrosage du golf, sera étanché par une bache et remblayé en partie pour avoir une superficie finale de 8380 m<sup>2</sup>. Ce plan d'eau est alimenté par les rejets d'eaux pluviales issues de la ZAC située en amont d'une part et par les sources provenant du versant Ouest du projet.

L'ouvrage d'évacuation vers La Moulaine, situé en aval du plan d'eau sera conservé avec son grillage et son portail de sécurité.

Deux autres plans d'eau seront créés sur le golf, l'un d'une superficie d'environ 3200 m<sup>2</sup> et le second d'environ 400 m<sup>2</sup>. Ils seront étanchés par une bache et constitueront une réserve secondaire des eaux d'arrosage.

##### Art. 19 – Les noues et rivières artificielles

Les sources provenant du versant Ouest de colline transitent actuellement dans une cunette bétonnée. Une rivière artificielle sera créée le long du parcours n°18, agrémentée d'une végétation semi-humide, elle récupérera les sources.

Noue semi-humide des trous n°4/5 et 6 : il s'agit d'une rivière artificielle étanchée en sous sol destinée à recueillir les eaux du versant (zone de la future ZAC).

Deux autres noues ou rivières artificielles seront créées au niveau des parcours n°12, 13, 14 et 15.

##### Annexe 3 : Plan des aménagements.

##### Art. 20 – dispositions piscicoles

Dans les plans d'eau existants ou à créer, l'introduction d'espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (poisson-chat, perche soleil, écrevisse américaine, écrevisse de Louisiane, etc...) est strictement interdite.

L'introduction de poissons ou d'alevins provenant d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture non agréés au plan sanitaire est interdite.

#### III - Dispositions générales

##### Art. 21 – Moyens d'analyse, de surveillance et de contrôle

La conservation des ouvrages en bon état d'entretien est assurée par le permissionnaire (ou tout ayant droit) ; elle concerne également la préservation de l'intégrité des piézomètres de surveillance des eaux souterraines déjà implantés sur le site et l'accès à ceux-ci.

Le préfet peut sur sa proposition, après avoir entendu le permissionnaire (ou tout ayant droit), prescrire de procéder aux frais du permissionnaire (ou de tout ayant droit) aux constatations, études ou travaux nécessaires à la vérification de l'état des ouvrages.

Le permissionnaire devra constituer et tenir à jour un dossier contenant tous documents relatifs aux ouvrages : les différents plans d'exécution détaillés, les travaux d'entretien, de réparation ou d'amélioration effectués, les rapports d'investigation géologique, hydrologique ou de toute autre nature, les dispositions de surveillance et d'auscultation.

Il devra également tenir à jour un registre faisant état de tout événement relatif à l'exploitation des ouvrages notamment les crues, vidanges, mises en eau, fuites, visites de sécurité.

Ce registre sera tenu à la disposition du service chargé de la police des eaux.

##### Art. 22 – Dommages et caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire (ou tout ayant droit) de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire (ou tout ayant droit), tout dommage provenant de son fait ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de la salubrité publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions du code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire (ou tout ayant droit) changerait ensuite les caractéristiques des ouvrages réglementés par le présent arrêté sans y être préalablement autorisé ou s'il ne maintenait pas constamment les installations et ouvrages en bon état de fonctionnement.

##### Art. 23 – Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de la notification du présent arrêté.

##### Art. 24 – Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la demande du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

##### Art. 25 – Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

##### Art. 26 – conditions de renouvellement des installations

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire ou ses ayants-droits, s'ils souhaitent en obtenir le renouvellement, devront adresser dans les conditions de délais, de forme et de contenu défini à l'article R. 214-20 du code de l'environnement.

##### Art. 27 – remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire ou ses ayants-droits décident de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

##### Art. 28 – accès aux installations



Les agents en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Art. 29 – droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 30 – Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Art. 31 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement).

Dans le même délai de deux mois le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Art. 32 – Publication et Information des tiers

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies d'Herseange, Longwy, Mexy et Haucourt-Moulaine, pendant une durée d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès verbal du maire concerné.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'aux mairies concernées.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 33 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Président de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy (pétitionnaire), le Sous-Préfet de BRIEY, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, les Maires d' Herseange, Longwy, Mexy et Haucourt-Moulaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera adressée au Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA).

Nancy, le 21 décembre 2007

Le préfet,  
Hugues PARANT

Les annexes sont consultables à la DDAF - Service environnement-eau et à la préfecture, DDDPI - Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

### **Direction départementale des services vétérinaires** *Service santé et protection animales*

#### **Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/08/SA/006 du 8 janvier 2008 attribuant un mandat sanitaire à Monsieur ROCHE Laurent, docteur vétérinaire à Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est accordé à :

Monsieur ROCHE Laurent,  
Docteur vétérinaire  
13, rue Bertrand Auerbach  
54600 VILLERS LES NANCY

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
Dr Yves LAMBERT

#### **Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.009 du 31 janvier 2008 - Organisation de la campagne de prophylaxie 2007-2008**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le présent arrêté fixe pour la campagne 2007-2008 les prélèvements individuels et les tests à réaliser au titre de la prophylaxie collective obligatoire des maladies des ruminants.

Art. 2 : Les opérations décrites dans le présent arrêté doivent être achevées le 31/03/2008 pour les bovins, et le 31/07/2008 pour les ovins et caprins. Elles sont facturées au tarif fixé par les conventions passées entre les représentants des vétérinaires sanitaires et les représentants des éleveurs propriétaires ou détenteurs d'animaux.

Art. 3 : Dans les cheptels bovins, doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) les

fémmes de plus de 24 mois des ateliers non contrôlés sur le lait de grand mélange ;

Art. 4 : Les prélèvements de sang réalisés sur les bovins pour la recherche de la rhinotrachéite infectieuse bovine doivent faire l'objet d'une recherche de la brucellose et de la leucose bovine enzootique s'ils sont repérés comme tels sur le document d'accompagnement des prélèvements adressé au vétérinaire sanitaire de l'exploitation.

Art. 5 : Dans les cheptels bovins ayant été atteints par la tuberculose bovine au cours des 10 années précédentes, tous les bovins de plus de six semaines sont soumis au dépistage allergique de cette maladie.

Dans les cheptels bovins ayant été liés épidémiologiquement avec un troupeau atteint par la tuberculose bovine au cours des 3 années précédentes, tous les bovins de plus de six semaines sont soumis au dépistage allergique de cette maladie.

Art. 6 : Tous les caprins de plus de 6 mois à vocation laitière doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la brucellose.

Art. 7 : Dans les cheptels ovins des communes dont la liste est annexée au présent arrêté, doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la brucellose :

- 25% des femelles en âge de reproduire, avec un minimum de 50 ;
- tous les mâles non castrés de plus de six mois ;
- tous les animaux introduits dans la troupe depuis le dernier contrôle du cheptel.

Art. 8 : L'éleveur ou son représentant doit prêter son concours à la réalisation des opérations de prophylaxie de façon qu'elles se déroulent dans un délai normal. Il doit notamment assurer la contention de ses animaux.

Art. 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Malzéville, le 31 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des services vétérinaires,  
Jean-Yves CHOLLET

#### **Annexe de l'article 7 : Liste des communes**

AFFLEVILLE	HEILLECOURT
AFFRACOURT	HUSSIGNY-GODBRANGE
ALLAMONT	JEVONCOURT
ANTHELUP	LANEUVILLE-AUX-BOIS
ARMAUCOURT	LAY-SAINT-REMY
ART-SUR-MEURTHE	LONGVILLE
AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	LONGWY
AVRIL	LOROMONTZEY
BAINVILLE-AUX-MIROIRS	LUCEY
BECHAMPS	LUNEVILLE
BERTRAMBOIS	LUPCOURT
BEUVEILLE	MANONCOURT-EN-VERMOIS
BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT	MANONCOURT-EN-WOEVRE
BRALLEVILLE	MARBACHE
BRATTE	MAZERULLES
BRUVILLE	NOMENY
CHANTEHEUX	NORROY-LE-SEC
CHOLOY-MENILLOT	ONVILLE
CONS-LA-GRANDVILLE	PIERREPONT
CUSTINES	PREUTIN-HIGNY
DIEULOUARD	QUEVILLONCOURT
DOMBASLE-SUR-MEURTHE	REHERREY
DOMGERMAIN	RENOUVILLE
DONCOURT-LES-LONGUYON	ROZELIEURES
EPLY	SAINT-AIL
ERROUVILLE	SAINT-BOINGT
ESSEY-ET-MAIZERAIS	SAINT-MARCEL
FENNEVILLER	SAULXURES-LES-NANCY
FEY-EN-HAYE	SAULXURES-LES-VANNES
FORCELLES-SOUS-GUGNEY	SAXON-SION
FREMENIL	THOREY-LYAUTEY
GELACOURT	TRAMONT-LASSUS
GOGNEY	VELAINE-SOUS-AMANCE
GROSROUVRES	VILLE-HOUDLEMONT

#### **Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.017 du 11 février 2008 portant approbation du plan d'intervention contre les épizooties majeures**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le plan d'intervention – lutte contre les épizooties majeures – présenté lors du conseil départemental de la santé et de la protection animales du 25 janvier 2008 (tronc commun et annexes spécifiques à la fièvre aphteuse, peste porcine classique, influenza aviaire et maladie de Newcastle), est approuvé et entre en vigueur à compter de ce jour.

Art. 2 : Le directeur de cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de BRIEY, le sous-préfet de LUNEVILLE, le sous-préfet de TOUL, le chef du Service interministériel de défense et de la protection civile, le directeur départemental des services vétérinaires, le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le trésorier payeur général du département, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et le directeur régional des douanes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du

présent arrêté (1) qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
Nancy, le 11 février 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

(1) La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou successivement l'un et l'autre.

**Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/08/SA/019 du 1<sup>er</sup> février 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire à Mademoiselle ISLER Claire, docteur vétérinaire à Folschviller**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à :

Mademoiselle ISLER Claire,  
Docteur vétérinaire  
3, rue de Catalogne  
57730 FOLSCHVILLER

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 1<sup>er</sup> février 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
Dr Yves LAMBERT

**Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/08/SA/020 du 1<sup>er</sup> février 2008 attribuant un mandat sanitaire à Monsieur MARCHAL Thomas, docteur vétérinaire à Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est accordé à :

Monsieur MARCHAL Thomas,  
Docteur vétérinaire  
2A, rue du 26<sup>ème</sup> BCP  
54700 PONT A MOUSSON

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 1<sup>er</sup> février 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
Dr Yves LAMBERT

**Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/08/SA/024 du 7 février 2008 attribuant un mandat sanitaire à Monsieur MAESELE Jean Pierre, docteur vétérinaire à Vigy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Monsieur MAESELE Jean Pierre,  
Docteur vétérinaire  
2 rue de la reine  
57640 VIGY

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le

présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 7 février 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
Dr Yves LAMBERT

**Direction départementale de l'équipement  
ANAH**

**Décision n° 2008.01 de délégations de signatures du 29 janvier 2008**

Monsieur Régis STENGER, délégué local de l'ANAH auprès de la commission d'amélioration de l'habitat du département de Meurthe et Moselle, nommé par décision du directeur général de l'ANAH en date du 01 septembre 2005, prise par application de l'article R 321.11 du Code de la Construction et de l'Habitation

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Mademoiselle Caroline PIOLE, déléguée locale adjointe par intérim pour, pour le département de Meurthe-et-Moselle, à effet de signer les actes suivants :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, y compris les autorisations de commencer les travaux dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur ;
- la notification des décisions prises par la Commission d'Amélioration de l'Habitat ou par des instances supérieures ;
- la liquidation et l'ordonnement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions ;
- la signature pour le compte de la délégation locale des conventions avec ou sans travaux

Art. 2 : Délégation est donnée à Mesdames Christine MAIRE, Marie-Claire PESTELARD, Christa WINGLER, Messieurs Gerald KREBS et Philippe NIEGER, instructeurs, aux fins de signer :

- les accusés de réception des demandes de subvention ;
- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs ;
- les autorisations de commencer les travaux, lorsque le délégué est compétent.

Art. 3 : La présente décision prend effet à compter du 19/11/2007.

Art. 4 : Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle, pour publication au recueil des actes administratifs du département ;
- à M. le directeur général de l'ANAH ;
- à M. l'agent comptable ;
- à M. le directeur territorial ;
- aux intéressé(e)s.

Nancy, le 29 janvier 2008

Le délégué local,  
Régis STENGER

**Décision n° 54-06 d'intérim du délégué local adjoint du 9 janvier 2008**

La directrice générale de l'agence nationale de l'habitat

VU l'article R 321.11 du code de la construction et de l'habitation,  
VU la proposition du délégué local,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Mme Caroline Piole, attachée d'administration, responsable de l'unité Anah par intérim, est nommée déléguée locale adjointe de l'Anah, par intérim, pour le département de Meurthe et Moselle, à compter du 19 novembre 2007.

Art. 2 : A ce titre, Mme Caroline Piole assiste le délégué local pour l'instruction des demandes d'aide, la participation aux séances de la Commission d'amélioration de l'habitat et pour l'exécution de ses décisions.

Art. 3 : Elle reçoit délégation du délégué local aux fins de signer certains actes relatifs aux attributions visées à l'article 2.

Art. 4 : La décision n° 54-02 du 1<sup>er</sup> septembre 2002, portant désignation de Mme Isabelle Rouyer, déléguée locale adjointe, est abrogée.

Art. 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle, pour information et publication au recueil des actes administratifs du département,
- à M. l'agent comptable,
- à M. le directeur de l'action territoriale de l'Agence,
- à l'intéressée.

Paris, le 9 janvier 2008

La directrice générale,  
Sabine Baïetto-Beysson

**Service aménagement, risques et urbanisme**

**Arrêté de cessibilité n° 01 DE 08 SARU/AJ du 12 février 2008 - Commune de JAILLON - Elargissement et aménagement de la route départementale n° 102 entre le carrefour du chemin dit « de la Croix » et la Grande Rue**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité d'acquiescer les parcelles de terrain destinées à la réalisation de l'élargissement et de l'aménagement de la route départementale 102 ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Les immeubles désignés sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la commune de JAILLON.

Art. 2 : A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Art. 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le maire de JAILLON et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Madame la directrice des archives départementales

- Monsieur le directeur départemental de l'Équipement.

Nancy, le 12 février 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

**Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports**

**Extrait de l'arrêté du 7 février 2008 concernant l'agrément des associations sportives de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1865 SLUC NANCY BASKET ASSOCIATION  
Palais des Sports Jean Weille  
3, rue du Capitaine Guynemer  
54100 NANCY BASKET-BALL

54 S 1866 ASSOCIATION USLM RESPUNCH  
52 B rue de la Forêt (chez le président)  
54350 MONT SAINT MARTIN BOXE

54 S 1867 DANSE ET ART MONY 54  
Mairie  
54150 BRIEY DANSE

54 S 1868 CERCLE D'ESCRIME DE TOUL  
Derrière l'école maternelle Gouvion Saint-Cyr  
Rue des Remparts  
54200 TOUL ESCRIME

54 S 1869 ASSOCIATION SOCIALE ET SPORTIVE  
DE VANDOEUVRE LES NANCY (A2SV)  
14, rue du Luxembourg  
54500 VANDOEUVRE LES NANCY FOOTBALL

54 S 1870 ASSOCIATION « LES SONNEURS DE LA COTE »  
26, rue des Andelins  
54530 PAGNY SUR MOSELLE RANDONNEE PEDESTRE

54 S 1871 MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE  
DE CIREY-SUR-VEZOUZE  
37, rue Foch  
54480 CIREY SUR VEZOUZE TENNIS

54 S 1872 AVENIR CYCLISTE DE VILLERS LES NANCY  
(ACV)  
106, rue de Champelle  
54600 VILLERS LES NANCY UFOLEP

54 S 1873 STANISLAS ECHECS  
20, rue de la Croix Gagnée  
54000 NANCY ECHECS

54 S 1874 L'ESPOIR RYTHMIQUE D'HERSERANGE  
Mairie  
54440 HERSERANGE GYMNASTIQUE

54 S 1875 CLUB DE CANOË KAYAK DE  
LA MORTAGNE (CCKM)  
16, rue de l'Eglise  
54830 FRANCONVILLE CANOË KAYAK

Art. 2 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations dont les noms suivent pour la pratique des activités physiques et sportives, est étendu aux disciplines précisées pour chacune d'entre elles :

EXTENSION D'AGREMENT  
54 S 1735 NANCY SPORTS DE COMBAT  
du 23 janvier 2004 42, rue de Phalsbourg  
54000 NANCY FULL CONTACT

54 S 627 CLUB PUNCH NANCY  
du 14 décembre 1982 42, rue de Phalsbourg  
54000 NANCY GYMNASTIQUE

Art. 3 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est modifié ainsi qu'il suit :

MODIFICATION D'AGREMENT  
54 S 1819 du 07 février 2006 PLONGEE SOUS MARINE 54  
nouveau titre « PLONGE ET T'ES TOI » ETUDES ET SPORTS  
50, rue de la Côte SOUS MARINS  
54000 NANCY

54 S 1708 du 10 septembre 2002 UNION SPORTIVE DU CANTON  
DE BACCARAT  
nouveau titre SPORTING CLUB DE BACCARAT  
Mairie de Baccarat

2, rue Adrien Michaut FOOTBALL

54120 BACCARAT

54 S 1619 du 19 janvier 2000 ENTENTE SPORTIVE PIENNES  
LANDRES JOUDREVILLE

nouveau titre FOOTBALL CLUB DU BASSIN PIENNOIS  
Stade René Rousseau FOOTBALL  
54490 PIENNE

54 S 1223 du 22 mai 1996 ESPERANCE DE TOUL SECTION  
GYMNASTIQUE

nouveau titre GYMNASTIQUE ESPERANCE TOUL  
Chez le Président FSCF  
61, rue Saint Jacques GYMNASTIQUE  
54200 TOUL

54 S 1156 du 02 février 1989 FOYER RURAL THELOD – PAREY –  
SAINT CESAIRE

nouveau titre FOYER RURAL DE THELOD –  
MARTHEMONT – GERMINY SPORT EN MILIEU  
70, rue de Lavaux RURAL  
54330 THELOD

54 S 939 du 22 décembre 1986 BASKET-CLUB KUHMANN  
nouveau titre BASKET-CLUB DIEUZE

Café de la Liberté BASKET-BALL  
54370 XURES

54 S 1072 du 15 septembre 1987 COMITE DEPARTEMENTAL FFEPGV

nouveau titre COMITE DEPARTEMENTAL  
D'EDUCATION PHYSIQUE ET DE FFEPGV  
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE  
DE MEURTHE ET MOSELLE  
CODEP EPGV DE MEURTHE ET MOSELLE  
Maison Régionale des Sports de Lorraine  
13, rue Jean Moulin  
54510 TOMBLAINE

Art. 4 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est supprimé :

RETRAIT D'AGREMENTS  
(Clubs qui ne sont plus affiliés à une fédération)  
54 S 586 SECTION DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE  
du 12 janvier 1982 LES ABEILLES  
Bâtiment les pins FFEPGV  
45, 49 rue du Général Custine  
54000 NANCY

54 S 990 UNION SPORTIVE DE TOUL  
du 21 août 1987 Section Escrime ESCRIME  
27, rue Jeanne d'Arc  
54200 TOUL

54 S 1328 TENNIS CLUB DES MILLERIES  
du 14 octobre 1992 Côte Saint Maurice TENNIS  
54850 MESSEIN

Art. 5 : Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 7 février 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports,  
Bernard FUSS

**Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle**

**Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame BOUGAREL Muriel, agent d'administration**

Le soussigné PERNOT Eric

Gérant Intérimaire de la Trésorerie de JARNY

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BOUGAREL Muriel, Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de JARNY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNY entendant ainsi transmettre à Madame BOUGAREL Muriel tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
BOUGAREL Muriel,  
Agent d'administration

le cas échéant, donner délégation à Madame BOUGAREL Muriel pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
BOUGAREL Muriel,  
Agent d'administration

Conflans, le 2 janvier 2008

**Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 :  
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à  
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de  
signature à Madame BOLONI Nelly, agent d'administration**

Le soussigné PERNOT Eric

Gérant Intérimaire de la Trésorerie de Conflans en Jarnisy

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BOLONI Nelly,  
Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la  
Trésorerie de Conflans en Jarnisy

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Conflans en Jarnisy entendant ainsi transmettre à Madame BOLONI Nelly tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
BOLONI Nelly,  
Agent d'administration

le cas échéant, donner délégation à Madame BOLONI Nelly pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
BOLONI Nelly,  
Agent d'administration

Conflans, le 2 janvier 2008

**Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing  
privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs  
temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame  
BEAUCART Evelyne, contrôleur**

Le soussigné PERNOT Eric

Gérant Intérimaire de la Trésorerie de JARNY

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BEAUCART  
Evelyne, Contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la  
Trésorerie de JARNY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNY entendant ainsi transmettre à Madame BEAUCART Evelyne tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son

concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
BEAUCART Evelyne,  
Contrôleur

le cas échéant, donner délégation à Madame BEAUCART Evelyne pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
BEAUCART Evelyne,  
Contrôleur

Conflans, le 2 janvier 2008

**Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing  
privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs  
temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle  
KLEJNOWSKI Nadine, agent d'administration**

Le soussigné PERNOT Eric

Gérant Intérimaire de la Trésorerie de JARNY

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mademoiselle KLEJNOWSKI  
Nadine, Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la  
Trésorerie de JARNY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNY entendant ainsi transmettre à Mademoiselle KLEJNOWSKI Nadine tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
KLEJNOWSKI Nadine,  
Agent d'administration

le cas échéant, donner délégation à Mademoiselle KLEJNOWSKI Nadine pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
KLEJNOWSKI Nadine,  
Agent d'administration

Conflans, le 2 janvier 2008

**Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 :  
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à  
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de  
signature à Madame RITZ Laurence, contrôleur**

Le soussigné PERNOT Eric

Gérant Intérimaire de la Trésorerie de Conflans en Jarnisy

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame RITZ Laurence,  
Contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la  
Trésorerie de Conflans en Jarnisy

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Conflans en Jarnisy entendant ainsi transmettre à

Madame RITZ Laurence tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
RITZ Laurence,  
Contrôleur

le cas échéant, donner délégation à Madame RITZ Laurence pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
RITZ Laurence,  
Contrôleur

Conflans, le 2 janvier 2008

**Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 :  
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à  
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de  
signature à Madame LEONETTI Brigitte, contrôleur principal**

Le soussigné PERNOT Eric

Gérant Intérimaire de la Trésorerie de Conflans en Jarnisy

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame LEONETTI Brigitte, Contrôleur Principal

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Conflans en Jarnisy

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Conflans en Jarnisy entendant ainsi transmettre à Madame LEONETTI Brigitte tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
LEONETTI Brigitte,  
Contrôleur principal

le cas échéant, donner délégation à Madame LEONETTI Brigitte pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
LEONETTI Brigitte,  
Contrôleur principal

Conflans, le 2 janvier 2008

**Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 :  
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à  
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de  
signature à Madame MAGNOLINI Chantal, agent d'administration**

Le soussigné PERNOT Eric

Gérant Intérimaire de la Trésorerie de Conflans en Jarnisy

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame MAGNOLINI Chantal, Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Conflans en Jarnisy

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la

gestion de la Trésorerie de Conflans en Jarnisy entendant ainsi transmettre à Madame MAGNOLINI Chantal tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
MAGNOLINI Chantal,  
Agent d'administration

le cas échéant, donner délégation à Madame MAGNOLINI Chantal pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
MAGNOLINI Chantal,  
Agent d'administration

Conflans, le 2 janvier 2008

**Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing  
privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs  
temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame  
PILLOT Valérie, contrôleur**

Le soussigné PERNOT Eric

Gérant Intérimaire de la Trésorerie de JARNY

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame PILLOT Valérie, Contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de JARNY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNY entendant ainsi transmettre à Madame PILLOT Valérie tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
PILLOT Valérie,  
Contrôleur

le cas échéant, donner délégation à Madame PILLOT Valérie pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
PILLOT Valérie,  
Contrôleur

Conflans, le 2 janvier 2008

**Trésorerie de Jarny – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing  
privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs  
temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame  
BRESSON Marie Thérèse, agent d'administration**

Le soussigné PERNOT Eric

Gérant Intérimaire de la Trésorerie de JARNY

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BRESSON Marie Thérèse, Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de JARNY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNY entendant ainsi transmettre à Madame BRESSON Marie Thérèse tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
BRESSON Marie Thérèse,  
Agent d'administration

le cas échéant, donner délégation à Madame BRESSON Marie Thérèse pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
BRESSON Marie Thérèse,  
Agent d'administration

Conflans, le 2 janvier 2008

**Trésorerie de Conflans en Jarnisy – En date du 2 janvier 2008 :  
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à  
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de  
signature à Madame FRANÇOIS Nathalie, agent d'administration**

Le soussigné PERNOT Eric  
Gérant Intérimaire de la Trésorerie de Conflans en Jarnisy

Déclare  
constituer pour son mandataire spécial et général Madame FRANÇOIS Nathalie, Agent d'administration  
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Conflans en Jarnisy

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Conflans en jarnisy entendant ainsi transmettre à Madame FRANÇOIS Nathalie tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du mandataire  
FRANÇOIS Nathalie,  
Agent d'administration

le cas échéant, donner délégation à Madame FRANÇOIS Nathalie pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant  
PERNOT Eric,  
Gérant intérimaire

Signature du délégataire  
FRANÇOIS Nathalie,  
Agent d'administration

Conflans, le 2 janvier 2008

## AUTRES SERVICES

### Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

#### Décision N° DIR/06/2008 portant délégation de signature du 31 janvier 2008

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : La décision n° 769/2007 du 29 novembre 2007 est annulée.

Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, chargée des services financiers et des affaires générales, et responsable du bureau des entrées, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 3 : Délégation est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers :

● à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :

- Pour la section d'exploitation :

. Titre 2 : tous les comptes hormis le 602.1 ; 602.2 (sauf le 602.282)

. Titre 3 : tous les comptes.

- Pour le tableau de financement :

. Comptes 20 et 21.

● à l'effet de signer :

- d'une part, tous les documents relatifs à la liquidation et au mandatement des dépenses du Centre Hospitalier,

- d'autre part, tous les documents relatifs à la liquidation et à l'émission des titres de recettes du Centre Hospitalier.

Art. 4 : Délégation permanente est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 5 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade et des fonctions du signataire.

Cette décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> février 2008.

Elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

Art. 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,

Madame Antoinette KOCHER,

Dossier individuel de l'intéressée,

Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 31 janvier 2008

Le directeur par intérim,  
Y. BOUYSET

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

#### Extrait de la décision du 25 janvier 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la consultation via Internet des droits des assurés du régime agricole à tire expérimental par les établissements hospitaliers

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Le présent traitement automatisé mis en œuvre au sein des Organismes de Mutualité Sociale Agricole a pour finalité de permettre aux établissements hospitaliers et aux professionnels de santé pratiquant le tiers-payant de consulter, par internet, des informations relatives à l'étendue des droits à l'assurance maladie du régime agricole des assurés sociaux. Cette action expérimentale s'étend sur une sélection de centres hospitaliers répartis sur toute la France.

Art. 2 : Les informations à caractère personnel concernées par ce traitement sont :

1) des données d'identification de l'assuré

- Nom

- Prénom

- Date et rang de naissance

- NIR

- Date des soins

2) des données administratives relatives aux droits en assurance maladie de l'assuré

- droits aux prestations du bénéficiaire (durée des droits, volume)

- référence de l'organisme d'appartenance

- code gestion

- existence d'une assurance accident (uniquement pour les exploitants agricoles)

- existence d'une assurance complémentaire souscrite auprès de la MSA (droits ouverts ou non)

- médecin traitant (oui ou non)

Ces données seront conservées durant la période d'appartenance de l'assuré au régime agricole. L'authentification des personnes habilitées est basée sur l'utilisation d'une carte de professionnel d'établissement (CPE) ou d'une carte de Professionnel de santé (CPS) munies d'un code d'accès personnel.

Art. 3 : Les informations visées à l'article 2 sont destinées aux bureaux des entrées des établissements de soins ainsi qu'aux professionnels de santé habilités à pratiquer le système du tiers payant.

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement. Toutefois, le droit d'opposition ne s'exerce pas.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,  
C. FER

Bagnolet, le 25 janvier 2008      Le Directeur Général de la Caisse Centrale  
de la Mutualité Sociale Agricole,  
Y. HUMEZ

Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la MSAL, Monsieur Jean-Marie GERARD.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 8 février 2008

Le directeur général,  
Jean-Marie GERARD

---

**Centre hospitalier de Neufchâteau**

**Avis de concours sur titres du 6 février 2008 en vue de pourvoir un poste de préparateur en pharmacie hospitalière**

Un concours sur titres épreuves aura lieu au centre hospitalier de NEUFCHATEAU en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie hospitalière vacant dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, en application de l'article 3 du décret n°89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989, modifié par le décret n°2007-964 du 15 mai 2007 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de fonction

publique hospitalière, les personnels titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées, par écrit (le cachet de la poste faisant foi) dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs à :

Monsieur le Directeur  
Centre hospitalier de NEUFCHATEAU  
1280 avenues de la division Leclerc  
B.P. 249  
88307 NEUFCHATEAU CEDEX

Neufchâteau, le 6 février 2008

Pour le directeur, Olivier PERRIN, et par délégation,  
Le directeur des ressources humaines  
et des affaires médicales,  
Martine TUTIN

